

Sommaire

69495

Bulletin de la population et du développement de l'Afrique

Juin - Juillet 2001



© 2002 Commission Économique pour l'Afrique
Addis-Abeba - Ethiopie

Bulletin de la population et du développement de l'Afrique

1005 juillet - juin

Le Bulletin de la population et du développement de l'Afrique est publié en anglais et en français par la Division du développement durable (DDD) de la Commission économique pour l'Afrique (CEA), avec le soutien du Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP). Son contenu ne reflète pas nécessairement les vues de l'Organisation des Nations Unies, ni des organisations qui apportent leur soutien à cette publication. Les articles publiés dans le Bulletin peuvent être librement cités ou reproduits, mais doivent être déclarés et un exemplaire de la publication contenant la citation ou la reproduction doit être envoyé à l'Organisation.

Pour toute correspondance, s'adresser au:

Rédacteur en chef, le Bulletin de la population et du développement de l'Afrique, Division du développement durable (DDD), Commission économique pour l'Afrique.

B.P. 3001

Addis-Abeba, Ethiopie

Courrier électronique: APDB@uneca.org

Photo de couverture fournie par: Eugiene Aw

Pour ce document ainsi que d'autres publications, veuillez visiter le site Web de la CEA à l'adresser suivante:

<http://www.uneca.org>

Sommaire

Éditorial	V
Population et développement durable en Afrique.....	1
Relations entre la population, l'environnement et l'agriculture dans le cadre du développement durable de l'Afrique.....	1
Gros plan sur la CIPD.....	4
Suivi de la mise en œuvre de la Déclaration de Dakar/Ngor et du Programme d'action de la Conférence internationale sur le population et le développement (CIPD)	4
Les pays d'Afrique australe débattent des questions de population et de développement	6
Migration internationale: causes et caractéristiques de la migration africaine	8
Espace des données	11
Transition de la fécondité en Afrique.....	11
VIH/sida en Afrique.....	15
Conséquences sociales du VIH/sida en Afrique	15
Nouvelle initiative pour renforcer les associations des personnes vivant avec le VIH/sida.....	17
ADF II: "sida: un défi sans précédent pour les dirigeants africains": suivi	18
Sommet d'Abuja	19
Nouvelles des Équipes d'appui technique (EAT) du FNUAP	20
Progrès réalisés en matière d'égalité entre les sexes au Niger.....	20
Une ONG au travail.....	22
Le Centre d'études de la famille africaine (CEFA)	22
Associer la conservation des ressources et la santé de la reproduction: Population Action International.....	23
Le modèle PEDA.....	25
Application du modèle en Ethiopie.....	25
Études de cas	28
Population, sécurité alimentaire et environnement au Cameroun	28
Note sur:.....	31
L'égalité, la justice et la dignité	31
Notes de recherches	32
Droits en matière de reproduction en Afrique: recherche d'indicateurs	32
Rôle de l'élevage dans la sécurité alimentaire et la protection de l'environnement.....	33
Quoi de neuf?	34
Session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies sur le VIH/sida: 25-27 juin 2001, New York	34
Ressources	38
Dates à retenir.....	40
Nouvelles acquisitions de la bibliothèque	42

Éditorial

À l'instar des deux précédents numéros, parus en 1999 et 2000 respectivement, cette troisième édition du Bulletin de la population et du développement de l'Afrique est publiée à l'initiative de la Division du développement durable (DDD) de la Commission économique pour l'Afrique (CEA). Disponible en anglais et en français, le Bulletin est diffusé à 3000 exemplaires en Afrique et dans d'autres parties du monde, auprès des planificateurs, des décideurs, des universitaires et des chercheurs, des organisations non gouvernementales (ONG), des organisations internationales et des spécialistes de manière générale. Il existe également en version électronique qui peut être consultée sur le site Web de la CEA: <http://www.un.org/depts/eca/divis/index.htm>

Le Bulletin permet à la DDD de la CEA de faire le point sur les tendances et les politiques dans les domaines de la population et du développement en Afrique. Il vise à encourager l'échange d'expériences entre pays africains dans la mise en œuvre de la Déclaration de Dakar/Ngor (DDN) de 1992 et du Plan d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement de 1994 (CIPD-PA), qui ont été entérinés en 1999 par la session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies. Les informations qu'il contient en font également une tribune de discussion sur les résultats des recherches, les initiatives, les résultats des politiques et les activités menées à la base. Il couvre les domaines thématiques du Programme d'action de la CIPD, et analyse le processus de mise en œuvre des recommandations de la DDN et de la CIPD en mettant en lumière les acquis, les meilleures pratiques et les contraintes. Il traite également des conséquences sociales et économiques de la dynamique de la population et de leurs effets sur le développement.

Le Bulletin étant conçu comme une tribune de discussion, la DDD invite toutes les parties intéressées à y apporter leur contribution. En particulier, les chercheurs et les ONG sont invités à envoyer leurs rapports d'activités. La DDD souhaite également recevoir des informations sur les activités récentes ou à venir, en particulier les rapports des ateliers et autres conférences scientifiques, de même que les dernières publications sur la question.

La plupart des thèmes généraux abordés reviendront souvent. La Comité de rédaction reste cependant ouvert à toute suggestion sur les articles à soumettre et les thèmes à couvrir, en particulier en ce qui concerne la question du développement durable et les relations entre population, agriculture et environnement.

Le Comité de rédaction attend les réactions des lecteurs afin de faire en sorte que le Bulletin reflète autant que possible leurs centres d'intérêt. Le Comité de rédaction remercie tous ceux qui ont contribué au Bulletin.

Relations entre la population, l'environnement et l'agriculture: défis et perspectives¹

Afin d'atténuer la pauvreté, les pays africains doivent s'attacher en premier lieu à réaliser les objectifs de développement durable, à savoir assurer un équilibre entre la croissance de la population d'une part, et l'utilisation et l'exploitation des ressources naturelles de l'autre, en réorientant les activités de recherche et de développement et en procédant à des changements institutionnels. Pour ce faire, il importe de s'attaquer aux problèmes que pose la synergie négative induite par la croissance rapide de la population, la dégradation de l'environnement et la faiblesse de la production agricole, avec comme corollaire l'insécurité alimentaire.

Tout au long de l'histoire, les méthodes agraires traditionnelles étaient adaptées aux besoins d'une population à croissance lente qui puisait ses ressources dans un environnement fragile. Tant que le taux de croissance de la population correspondait à la capacité productive des sols et à l'efficacité des techniques agricoles disponibles, ces méthodes permettaient de satisfaire les besoins essentiels des communautés locales. En outre, lorsque la production alimentaire et agricole a augmenté, cela était le plus souvent dû à l'extension des terres cultivables. Par contre, durant les deux décennies écoulées, le taux de croissance de la population s'est stabilisé autour de 2 à 3 % par an, sous les effets conjugués de la baisse des taux de mortalité et de la hausse des taux de fécondité (même si l'on constate une baisse progressive, voire marginale). Les méthodes agraires traditionnelles ne pouvaient donc plus répondre aux besoins d'une population de plus

en plus nombreuse, et se révélèrent inadaptées à l'exploitation intensive des sols rendue nécessaire par la pénurie de terres arables. Enfin, l'incapacité ou la réticence des paysans à adopter de nouvelles techniques d'exploitation intensive n'a fait qu'aggraver la situation.

État des lieux

Toutes les données disponibles indiquent que la dégradation de l'environnement, notamment l'érosion des sols, la désertification et la déforestation, constituent une grave menace pour les ressources mêmes sur lesquelles comptent les ménages africains pour améliorer la productivité agricole. Dans plusieurs pays, la dégradation des sols impose d'ores et déjà de sérieuses limites à la sécurité alimentaire, notamment dans les zones à forte densité de population. Selon le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), près d'un quart du continent africain est sur le point d'être perdu pour la production agricole du fait de la dégradation des sols.

Le surpâturage, la mauvaise gestion des ressources en eau et leur gaspillage provoquent la destruction progressive des terres de parcours. La productivité agricole demeure très faible, comme le prouve l'indice de production alimentaire par habitant qui est tombé de 112 en 1970 à 97,2 en 1998. Près de 40 % des Africains sont confrontés à des prob-

lèmes de plus en plus graves de pauvreté et de malnutrition (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture - FAO, 1999). L'apport calorique quotidien par habitant est de 2 027 calories en moyenne, chiffre bien en deçà du minimum recommandé de 2 400 calories. Dans de nombreux pays d'Afrique, les déficits alimentaires structurels sont très courants et la sous nutrition chronique très répandue. En ce qui concerne la malnutrition, on estime que le nombre de personnes exposées à l'insécurité alimentaire dépassera les 260 millions d'ici à 2010 si la tendance actuelle venait à se confirmer (CEA, 1999).

Les femmes jouent un rôle moteur

Problèmes essentiels

Population:

- Mauvais état de santé de la population;
- Familles nombreuses;
- Intensification des migrations internes;
- Personnes déplacées dans leur pays et réfugiées; et
- Problèmes nouveaux, comme le VIH/sida.

Environnement:

- Dégradation des sols;
- Déforestation;
- Forte pression sur les terres marginales; et
- Mauvaise gestion des ressources en eau.

Agriculture:

- Pénurie alimentaire chronique;
- Baisse de la production alimentaire par habitant;
- Mauvaise infrastructure de communication et de distribution;
- Régimes fonciers traditionnels; et
- Forte demande en main-d'œuvre familiale.

¹ D'après l'étude intitulée "Relations entre la population, l'environnement et l'agriculture en Afrique", DDD, ECA/FSSDD/00/09, Addis-Abeba, 2001.

mais méconnu dans tous les domaines de la vie rurale en Afrique. Qu'il s'agisse de la production de nourriture, du transport de l'eau, du ramassage du bois de feu, de la transformation des produits alimentaires, des soins aux enfants et aux personnes âgées et, dans de nombreux cas, de la prise en charge financière de la famille, leurs activités et les contraintes auxquelles elles doivent faire face sont indissociables des activités liées à la croissance de la population, à l'environnement et à la sécurité alimentaire. En d'autres termes, le rôle et les activités des femmes influent directement sur les problèmes de l'Afrique dans les domaines de l'insuffisance alimentaire et de la dégradation de l'environnement. Les contraintes de temps, les problèmes liés à leur statut et leur accès très limité aux ressources productives ont de graves conséquences sur l'environnement, l'agriculture et le développement durable partout en Afrique.

Le défi

Ces tendances devraient persister en raison notamment de l'absence de systèmes d'assurance vieillesse, ce qui entraîne la dépendance à l'égard de la progéniture, et le besoin d'avoir des familles nombreuses. Ainsi, la population continue de croître alors que la production agricole n'augmente pas au même rythme et que les ressources naturelles dont dépend cette même population continuent d'être mal gérées. En outre, la stagnation ou la lenteur de la croissance économique dans la plupart des pays n'a pas permis la création de nouveaux moyens de subsistance aussi bien dans les zones rurales que dans les zones urbaines, de sorte que l'exode rural ne constitue plus une soupape de sécurité viable susceptible d'atténuer la pression sur la terre. La relation de cause à effet entre la baisse de la productivité agricole et son corollaire l'insécurité alimentaire, la croissance rapide de la population et la dégradation de l'environnement, est à la base du problème qui a plongé la majeure partie de la population africaine dans la pauvreté.

Toutes ces raisons font que le développement social, la gestion de la popula-

tion et la protection de l'environnement sont des questions de plus en plus interdépendantes et étroitement liées à l'agriculture et à la sécurité alimentaire. Il importe donc d'identifier et de prendre en charge les problèmes que posent les relations entre la croissance rapide de la population, la dégradation de l'environnement, la faiblesse de la productivité agricole et de la croissance économique et la pauvreté en Afrique, comme condition préalable au développement durable. Cela est d'autant plus vrai que la question du VIH/sida et de ses conséquences sociales, économiques et démographiques représente un nouveau défi à la fois pour les dirigeants africains et pour le développement du continent.

Les défis complexes qui entravent le développement durable de l'Afrique.

Les relations entre la population, l'environnement et l'agriculture sont à l'évidence extrêmement complexes. Aussi est-il essentiel d'en comprendre les mécanismes si l'on veut élaborer une politique économique durable en Afrique. Les dirigeants (notamment les décideurs et les planificateurs) doivent maîtriser parfaitement ces mécanismes et leur mode d'opération, eu égard en particulier à l'insécurité alimentaire croissante dans la région.

La population est à la fois productrice et consommatrice de biens et de services sociaux et économiques. Une croissance économique faible qui ne

suivrait pas le rythme d'accroissement de la population limitera davantage la capacité des gouvernements à satisfaire les besoins socioéconomiques élémentaires. En outre, en l'absence d'un environnement propice à l'innovation et à l'amélioration de leur bien-être socioéconomique, les populations pauvres exerceront inévitablement une pression plus forte sur l'environnement pour satisfaire ne serait-ce que leurs besoins alimentaires de base.

Identifier et relever les grands défis pour prendre en charge les relations entre la population, l'environnement et l'agriculture en Afrique est une tâche gigantesque, qui nécessite des interventions concomitantes sur plusieurs fronts. Les principaux problèmes doivent être abordés simultanément afin de briser le cercle vicieux qui conduit à l'insécurité alimentaire et à la propagation de la pauvreté en Afrique. Pour ce faire, il faudrait faire en sorte que tous les partenaires au développement de l'Afrique agissent de manière concertée et cohérente, et mettre en œuvre des politiques, des plans et des programmes qui intègrent ces facteurs dans le cadre d'une vision globale et pluridisciplinaire.

La voie à suivre

Le futur programme pour le développement de l'Afrique doit nécessairement se fonder sur la collaboration et des approches pluridisciplinaires. Les succès obtenus en Asie et en Amérique du Sud peuvent inspirer certaines pratiques utiles mais il ne faut pas perdre de

Défis/perspectives

- Atténuer la pauvreté;
- Émanciper tous les membres de la collectivité (en particulier les femmes);
- Réduire l'insécurité alimentaire;
- Sensibiliser davantage l'opinion publique aux grands problèmes, notamment le VIH/sida;
- Assurer un équilibre entre la croissance de la population et la capacité à répondre aux besoins socioéconomiques;
- Améliorer les infrastructures socioéconomiques dans les zones rurales et urbaines;
- Limiter la récolte anarchique de bois de feu et de produits forestiers;
- Renforcer la distribution équitable des ressources en eau;
- Améliorer l'infrastructure de distribution et de communication dans les zones rurales;
- Favoriser l'exploitation légale des terres;
- Adopter les techniques appropriées; et
- Produire et diffuser largement les données d'information.

Mesures essentielles

- Élaborer des stratégies pluridisciplinaires pour atténuer la pauvreté;
- Favoriser l'accès à une distribution équitable des ressources sans distinction de sexe;
- Renforcer les activités de plaidoyer et de sensibilisation sur les grands problèmes, notamment le VIH/sida;
- Intensifier les campagnes de sensibilisation et de plaidoyer aux niveaux décisionnels;
- Favoriser l'adoption de techniques appropriées pour créer des sources d'énergie de substitution;
- Motiver les exploitants agricoles et en faire des partenaires dans la gestion;
- Partager les avantages avec les collectivités locales;
- Répartir équitablement les ressources en eau entre les pays riverains;
- Intensifier les activités de plaidoyer des partenaires internationaux auprès des dirigeants politiques nationaux et locaux pour les questions de développement durable;
- Intensifier les activités de plaidoyer de ces mêmes partenaires en faveur de l'éducation et du développement durable;
- Obtenir une assistance technique internationale pour les gouvernements africains en vue de l'élaboration de plans stratégiques pour assurer le développement durable et le suivi de la mise en œuvre des politiques et programmes;
- Mobiliser les ressources internes comme principale source de financement;
- Mettre en relief les avantages qu'offre une famille réduite et en bonne santé;
- Identifier les innovations techniques écologiquement rationnelles.

vue le fait qu'en dépit de quelques similitudes, la situation en Afrique est radicalement différente. Aussi, si l'on doit reproduire les exemples venus d'ailleurs, il faudrait les adapter aux conditions particulières de l'Afrique en leur apportant toutes les modifications nécessaires. En outre, l'Afrique n'est pas une entité uniforme. Elle recèle une grande diversité au niveau de la culture, de la géographie, de la société, de la famille, de l'économie, des relations entre les sexes, des ressources naturelles et d'autres domaines.

Il n'existe pas de formule type applicable à tous les cas. Chaque collectivité doit faire connaître ses propres besoins qui doivent être pris en compte dans le cadre des objectifs de développement aux niveaux local, national et régional.

Population et développement durable en Afrique

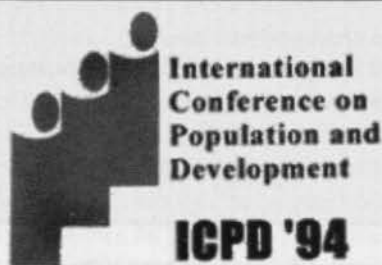
Autre facteur non moins important, l'Afrique n'est pas une entité statique. C'est un continent qui bouge et qui connaît des changements aussi rapides

que radicaux. On peut citer à cet égard la croissance de la population urbaine, la dégradation de l'environnement et l'avancée du désert, la détérioration des niveaux de vie, la dépendance croissante à l'égard des marchés mondiaux, le nombre de plus en plus élevé de jeunes et d'enfants ainsi que les guerres civiles. Il faudrait donc faire en sorte que les politiques, les plans et les programmes de développement soient suffisamment flexibles pour répondre efficacement à ces changements.

Les grandes orientations

- Combinaison de politiques et programmes macroéconomiques et structurels pour renforcer l'investissement, la croissance, l'atténuation de la pauvreté et le développement social;
- Politiques visant à transformer l'agriculture africaine aux fins d'efficacité et d'amélioration de la productivité;
- Politiques pour la restauration des sols et la conservation de la base de ressources;
- Politiques d'ajustement structurel et de développement du marché;
- Politiques de commerce et des prix;
- Politiques d'amélioration des systèmes de crédit, des infrastructures et des services d'appui institutionnel;
- Politiques en faveur d'une gestion intégrée des ressources naturelles et politiques économiques et sectorielles;
- Politiques visant à renforcer les institutions de base et la participation locale;
- Politiques en faveur de la sécurité foncière;
- Politiques agricoles et forestières prévoyant des mesures incitatives en faveur des ménages ruraux;
- Politiques de population dans le cadre d'une planification à long terme en vue du développement durable;
- Politiques visant à permettre aux paysans d'accéder à l'eau potable, à l'électricité, aux routes et aux autres services sociaux de base; et
- Politiques visant à créer de nouveaux moyens de subsistance autres qu'agricoles.

Assurer le suivi de la Déclaration de Dakar/Ngor et du Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement (CIPD): un processus continu en Afrique



En 1992, les pays africains ont adopté la Déclaration de Dakar/Ngor comme position commune de l'Afrique à la Conférence internationale sur la population et le développement (CIPD). À cette Conférence, qui s'est tenue au Caire en 1994, 179 pays ont reconnu que les questions de la population et du développement étaient étroitement liées, et que l'émancipation des femmes et la satisfaction des besoins de la population dans les domaines de l'éducation et de la santé, en particulier la santé de la reproduction, étaient des conditions nécessaires pour assurer le bien-être individuel et un développement équilibré.

CIPD+5

En 1999, l'examen des progrès enregistrés depuis la Conférence du Caire (CIPD+5), a prouvé une nouvelle fois que le Programme d'action de la CIPD était à la fois pratique et réalisable, et que sa mise en œuvre se poursuivait en dépit de tous les obstacles. À cette occasion, des rapports sur les mesures prises au niveau national ont été présentés, des réunions internationales d'experts ont été organisées et un forum international a été tenu à La Haye sous l'égide du Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP). Enfin, l'Assemblée générale des Nations Unies a tenu une session extraordinaire du 30 juin au 2 juillet 1999, au cours

de laquelle elle a arrêté les principales mesures à prendre pour mettre en œuvre le Programme d'action de la CIPD et définir de nouveaux critères d'évaluation des progrès accomplis dans la réalisation des objectifs de la Conférence.

Le document détaillé qui a été adopté à l'issue de cette session extraordinaire indique que la mise en œuvre des recommandations de la CIPD est en bonne voie. De nombreux pays ont pris des mesures pour intégrer les questions de population à leurs stratégies de développement. En outre, un grand nombre d'organisations de la société civile contribuent à l'élaboration et à l'exécution de politiques, programmes et projets, ou collaborent à cet effet avec les organisations gouvernementales et intergouvernementales ainsi qu'avec le secteur privé.

En revanche, le document montre que dans certains pays et régions, notamment en Afrique, les progrès sont modestes. L'examen a relevé un certain nombre de contraintes, notamment les problèmes de financement, l'accès restreint des jeunes à l'information et aux services, l'engagement politique limité en faveur des droits des adolescents et de la santé en matière de reproduction, l'aggravation de la pandémie du VIH/sida et la pratique persistante des avortements à risques.

Dans le cadre du suivi de l'application des recommandations de la

CIPD, la Commission de la population et du développement a tenu sa trente-quatrième session ordinaire du 2 au 6 avril 2001 au siège de l'Organisation des Nations Unies, mais n'a pas réussi à dégager un consensus, ni sur un projet de résolution sur la réunion d'examen prévue en 2004, soit dix ans après la CIPD, ni sur les ressources financières nécessaires à la mise en œuvre du Programme d'action de la CIPD. Les principaux points de divergence ont porté sur les différentes options pour la tenue de la CIPD+10, l'ordre du jour de la Conférence et l'augmentation de la contribution financière du secteur privé.

CIPD+10: examen et évaluation

En attendant une décision officielle concernant la tenue de la CIPD+10, la Commission économique pour l'Afrique (CEA) continuera à encourager les examens périodiques et favorisera les échanges d'informations et d'expériences entre les pays sur l'application des mesures et des engagements prévus par la Déclaration de Dakar/Ngor (DDN) et la CIPD, ainsi que des principales mesures arrêtées par la session extraordinaire de l'Assemblée générale. Ainsi, la CEA et les principales parties intéressées, notamment l'Organisation de l'unité africaine (OUA), la Banque africaine de développement (BAD) et le FNUAP

ont déjà entamé les préparatifs de la réunion d'examen et d'évaluation (CIPD+10) en Afrique.

C'est dans ce cadre que la deuxième réunion du Groupe de travail chargé du suivi de la DDN et du Programme d'action de la CIPD s'est tenue du 14 au 16 juin 2000 à Dakar (Sénégal). Les représentants de la CEA, de l'OUA, de la BAD, du FNUAP, des institutions sous-régionales africaines et des centres de la population et du développement ont examiné les principaux résultats et les recommandations du processus d'examen de la CIPD+5, et ont formulé des propositions relatives à la CIPD+10 en Afrique.

La réunion a proposé que le processus d'examen décennal en Afrique soit axé sur les cinq domaines thématiques ci-après: (a) pauvreté et changements démographiques; (b) VIH/sida; (c) jeunesse; (d) migration; (e) questions intéressant les femmes. En ce qui concerne l'évaluation, la réunion a recommandé d'étudier aussi bien les aspects quantitatifs que qualitatifs. L'évaluation

La quatrième réunion du Comité de suivi de la mise en œuvre de la DDN et de la CIPD prévue en janvier 2002 à Yaoundé, (Cameroun) aura pour objet de:

- Fournir un cadre pour le suivi de l'application au niveau des pays des principales mesures qui ont été adoptées par la session extraordinaire de l'Assemblée générale tenue dans le cadre de la CIPD+5;
- Répertorier les succès et les problèmes en matière d'interventions au niveau des politiques et des programmes visant à faciliter le changement socioéconomique et la transition démographique dans les pays africains; et
- Examiner et adopter les propositions formulées par le Groupe de travail relatives aux modalités et aux préparatifs du processus décennal d'examen et d'évaluation de la CIPD en Afrique.

quantitative doit se fonder sur l'analyse des questionnaires renseignés relatifs aux progrès réalisés par chaque pays dans l'application de la DDN et des recommandations contenues dans le document final sur les principales mesures. L'évaluation qualitative doit s'appuyer sur les données d'information contenues dans les rapports des pays, qui seront établis par les experts nationaux en s'inspirant des directives de la Division de la sécurité alimentaire et du développement durable (DSADD) de la CEA.

Comité de suivi pour l'Afrique

Concernant le suivi des travaux de la réunion du Groupe de travail susmentionnée, la CEA se propose d'organiser la quatrième réunion du Groupe d'experts du Comité de suivi de la mise en œuvre de la DDN/CIPD dans le cadre du secrétariat commun CEA/OUA/BAD et en étroite collaboration avec le FNUAP et le Gouvernement

Suite page 36

Indicateurs de résultats retenus par la Conférence d'examen CIPD+5

Le Programme d'action a préconisé une série de buts et objectifs quantitatifs interdépendants, parmi lesquels l'accès à l'éducation de base, en veillant à combler l'écart entre les sexes dans les cycles primaire et secondaire; les soins de santé primaires pour tous; l'accès de toute la population à l'ensemble des services de santé en matière de reproduction, notamment la planification familiale; la réduction des taux de morbidité et de mortalité maternelles et infantiles; et l'augmentation de l'espérance de vie. Après avoir examiné les progrès enregistrés dans ces différents domaines, la session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies de 1999 a décidé de fixer une nouvelle série d'échéances:

- (a) Le taux d'analphabétisme de 1990 chez les jeunes et les filles devra être réduit de moitié d'ici à 2005; le taux de scolarisation des enfants des deux sexes dans le primaire doit atteindre au moins 90 % à l'horizon 2010;
- (b) D'ici à 2005, 60 % des structures de soins de santé primaires et de planification familiale devront offrir une gamme aussi large que possible de méthodes de planification familiale, de soins obstétricaux de base, de services de prévention et de prise en charge des infections de l'appareil de reproduction, notamment les maladies sexuellement transmissibles, et des méthodes d'obstruction pour prévenir les infections; 80 % de ces structures devront pouvoir offrir ces services d'ici à 2010 avant leur généralisation en 2015;
- (c) D'ici à 2005, au moins 40 % des accouchements dans les zones où le taux de mortalité maternelle est très élevé, et 80 % de tous les accouchements devront être assistés par un personnel qualifié; ces taux devant atteindre respectivement 50 % et 85 % en 2010 et 60 % et 90 % en 2015;
- (d) L'écart entre la proportion des personnes utilisant effectivement des contraceptifs et celle des personnes désireuses d'espacer ou de limiter les naissances devra être réduit de moitié d'ici à 2005, de 75 % à l'horizon 2010 et complètement comblé en 2015. Les actions de sensibilisation ne doivent en aucun cas se limiter à atteindre ces objectifs quantitatifs.
- (e) Afin de réduire la vulnérabilité à l'infection par le VIH, au moins 90 % des jeunes des deux sexes âgés de 15 à 24 ans devront avoir accès aux méthodes préventives d'ici à 2005, notamment les préservatifs masculins et féminins, les tests volontaires, les services conseils et le suivi, ce taux devant atteindre au moins 95 % en 2010. Le taux d'infection par le VIH chez les jeunes de 15 à 24 ans devra être réduit de 25 % dans les pays les plus touchés d'ici à 2005, et de 25 % à l'échelle mondiale en 2010.

Source: <http://www.unfpa.org/icpd/index.htm>

Les pays d'Afrique australe examinent les questions de la population et du développement

(Windhoek (Namibie), 5-8 juin 2001)

Parmi les efforts déployés au niveau sous-régional pour assurer le suivi de la mise en œuvre de la DDN et du Programme d'action de la CIPD, on peut citer les conférences périodiques des ministres d'Afrique australe sur la population et le développement, dont la première du genre a eu lieu en 1996. Chaque réunion ministérielle est précédée d'une réunion d'experts et de représentants d'institutions chargées des questions de population et de développement en Afrique australe.

Le septième Forum d'Afrique australe sur la population et le développement de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) s'est tenu du 5 au 7 juin 2001, à Windhoek (Namibie), pour examiner les questions de population et de développement à la lumière du Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement. Il a été suivi le 8 juin 2001 par la quatrième Conférence des ministres d'Afrique australe sur la population et le développement, qui a vu la participation du Botswana, du Lesotho, du Malawi, du Mozambique, de la Namibie, de la Zambie et du Zimbabwe, et a adopté les recommandations ci-après.

Formulation d'une politique en matière de population et questions connexes

Les États membres ont été engagés à:

- Accélérer l'élaboration de leur plan d'action s'il ne l'ont pas encore fait;
- Renforcer les organes de coordination dans les domaines de la population et du développement en matière de financement, de la formation du personnel et de l'amélioration des structures afin de les mettre à niveau



et de leur permettre de coordonner et d'appliquer efficacement les politiques en matière de population et de développement;

- Intégrer davantage les variables démographiques au développement socioéconomique, et sensibiliser les décideurs, les planificateurs et les agents des organisations de base à la nécessité d'harmoniser et d'équilibrer les activités de développement;
- Appuyer la mise en œuvre des programmes au niveau de la base.

Population et pauvreté

Les États membres doivent:

- Mettre au point des systèmes d'évaluation et de suivi de la pauvreté;
- Examiner les moyens de faire en sorte que les stratégies de lutte contre la pauvreté, notamment la création d'emplois et de sources de revenu, soient intégrées aux politiques et aux programmes sectoriels;
- Intégrer les mesures pour atténuer l'impact du VIH/sida à leurs stratégies de lutte contre la pauvreté;
- Œuvrer à réduire l'écart entre les riches et les pauvres, et à assurer une répartition équitable des revenus.

Questions intéressant les femmes: équité et égalité

Les États membres doivent:

- Partager leurs expériences dans le domaine des meilleurs pratiques et renforcer leur complémentarité pour assurer la prise en compte effective des préoccupations des femmes;
- Veiller constamment à ce que les questions intéressant les femmes soient intégrées dans tous les programmes et plans de développement;
- Mettre au point des indicateurs communs pour le suivi des questions intéressant les femmes au niveau régional;
- Continuer à encourager et à appuyer le bureau chargé des questions intéressant les femmes de la Communauté de développement de l'Afrique australe, afin de susciter l'organisation de conférences ou de séminaires régionaux périodiques sur les femmes et le développement en relation avec les questions de population, et d'en assurer la coordination.

Santé de la reproduction, notamment la planification familiale

Les États membres doivent:

- Compte tenu de la gravité des maladies sexuellement transmissibles (MST), en particulier le VIH/sida, et de leurs effets sur les ressources humaines et le développement économique et social, redoubler d'efforts pour la mise en œuvre de leurs programmes nationaux respectifs en la matière;
- Élaborer, s'ils ne l'ont pas encore fait, une politique de santé de la reproduction en veillant à ce que les questions qui y sont liées soient abordées de manière explicite;
- Accélérer l'octroi d'un appui finan-

cier et politique aux programmes de santé de la reproduction ciblant les adolescents, notamment au niveau des services;

- Être encouragés à organiser des programmes d'échanges dans le domaine de la santé en matière de reproduction, afin de tirer profit de leurs expériences respectives et de renforcer l'exécution des programmes en répertoriant les pratiques qui ont fait leurs preuves;
- Assurer la participation active des hommes aux programmes de santé de la reproduction;
- Prendre correctement en charge la question de l'hygiène sexuelle dans le cadre de leurs programmes de santé de la reproduction;
- Œuvrer ensemble à organiser la production et l'acquisition de contraceptifs au niveau régional.

Population, recherche, collecte des données et diffusion de l'information

Les États membres doivent:

- Accélérer la finalisation de leurs programmes de recherche et partager leurs expériences en la matière;
- Documenter toutes les recherches entreprises et mettre les résultats à la disposition de toutes les parties intéressées par le biais des différents médias, notamment les sites Web;
- Entreprendre les recherches en fonction des besoins en y faisant participer toutes les parties intéressées, notamment les décideurs, les donateurs et

les bénéficiaires, afin de faciliter la prise de décisions rationnelles.

Renforcement des capacités pour la gestion et la mise en œuvre des programmes de population

Les États membres doivent:

- Relancer d'urgence le programme mondial de formation de l'Université du Botswana à l'intention des techniciens;
- Renforcer et stimuler la mobilisation des ressources afin de multiplier les sources de financement;
- Solliciter une assistance technique qui permette le transfert des connaissances;
- Renforcer les départements de démographie de leurs universités respectives pour y intégrer l'étude des questions d'actualité telles que la sécurité alimentaire, le VIH/sida, la santé des adolescents, la parité entre les sexes, etc.

Information, éducation et communication dans le domaine de la population

Les États membres doivent:

- Favoriser la collaboration entre les gouvernements, les ONG, le secteur privé, les dirigeants des collectivités et les organisations religieuses pour faire connaître les questions de développement et enseigner la dynamique de la population dans les écoles;
- Renforcer les échanges de matériaux d'information, d'éducation et de communication au niveau régional,

notamment en ce qui concerne l'initiation à la vie familiale;

- Partager leurs expériences respectives à travers des visites, des échanges de connaissances et de rapports sur les programmes nationaux dans le domaine de la population et du développement;
- Élaborer des stratégies de communication et de modification des comportements pour faire en sorte que la prise de conscience entraîne une véritable volonté de changement des habitudes.

Mobilisation des ressources, partenaires étrangers et rôle des sociétés civiles

Les États membres doivent:

- Faire en sorte que le secrétariat de la Communauté du développement de l'Afrique australe mette en place un cadre pour la mobilisation des ressources au niveau régional en faveur des programmes de population et de développement;
- Encourager et appuyer les efforts des ONG locales pour mobiliser les ressources et assurer la durabilité des programmes;
- Faire la preuve de leur engagement politique à l'égard des questions de population afin de renforcer la mobilisation des ressources auprès des partenaires étrangers.

D'après un rapport du Ministère des finances et du développement économique du Gouvernement zambien, Lusaka, 2001.

Quelques modèles de la migration en Afrique

Menna S. Kebede, étudiant en travail social international, Université de Calgary (Canada)

On estime que sur les 150 millions de migrants dans le monde, plus de 50 millions sont africains¹. En outre, l'Afrique abrite également près de 50 % des personnes déplacées dans leur propre pays et 28 % du nombre total des réfugiés². Selon les termes de M. Brunson McKinley, Directeur général de l'Organisation internationale pour la migration (OIM), "Les populations sont la source du développement, et leurs mouvements, que ce soit au niveau interne ou international, influent négativement sur la capacité des pays africains à assurer une croissance et un développement durables".

Pourquoi les Africains émigrent-ils?

La migration des Africains peut s'expliquer par plusieurs raisons. La théorie des facteurs attractifs ou contraignants propose l'une des grilles d'analyse les plus courantes, qui peut contribuer à la compréhension des causes de la migration. Selon cette théorie, les gens émigrent en général pour rechercher de meilleures conditions de vie en terre étrangère (facteurs attractifs) et/ou fuient une situation intolérable dans leur pays d'origine (facteurs contraignants).

Facteurs attractifs: plusieurs facteurs incitent les Africains à émigrer dans d'autres pays et continents. Les pays africains demeurent les plus pauvres du monde, et les différences de revenus entre les régions et les pays constituent l'un des principaux motifs de la migration. Face à l'insécurité alimentaire et en l'absence de perspectives d'une meilleure éducation, de conditions sanitaires satisfaisantes et de sécurité sociale, les gens essaient de trouver une vie meilleure ailleurs. D'après les données récentes sur le développement humain en Afrique, le continent est loin de pouvoir assurer à ses habitants un cadre de vie sécurisant³.

Facteurs contraignants: outre les

facteurs attractifs, la guerre, la persécution, l'absence de démocratie, les catastrophes écologiques et la réorganisation des États figurent parmi les principales causes qui poussent des centaines de milliers d'Africains à émigrer vers d'autres pays. Pour la seule année 2000, 5 324 167 personnes ont été déplacées par la guerre et la persécution sur le continent (voir tableau).

Il existe un autre facteur, tout aussi contraignant mais moins connu, qui est lié à la discrimination fondée sur le sexe. En dépit des efforts soutenus qui ont été déployés pour contrecarrer les effets des préjugés à l'égard des femmes, ces dernières continuent d'être subordonnées aux hommes dans nombre de pays africains et sont, selon le cas, soit marginalisées, malgré leur niveau d'éducation élevé et leurs compétences, soit considérées comme une charge et traitées comme une marchandise susceptible d'être échangée. En fait, très peu de pays africains protègent le droit des femmes d'accéder à la terre et à la propriété⁴.

L'examen de l'indice de développement par sexe montre que le PIB par habitant des femmes est beaucoup moins élevé que celui des hommes dans les pays africains (1 142 dollars EU contre 2 079 dollars EU). Il n'est donc pas étonnant que les femmes fuient les collectivités où sévit la discrimination ou l'inégalité dans l'accès aux ressources. Cela ne signifie pas pour autant que les femmes réussissent à améliorer leur situation en émigrant. Si, par exemple, elles

font appel aux services d'intermédiaires ou de trafiquants, ces derniers pourraient profiter de la situation pour leur imposer des emplois sous payés, les obliger à se prostituer, etc.

Il importe de noter que les facteurs attractifs et/ou contraignants évoqués plus haut perdent de leur pertinence s'agissant de la migration en Afrique. La grave crise économique qui a frappé de nombreux pays africains dans les années 80 et les nombreux soulèvements politiques de l'après guerre froide, qui ont déraciné des millions d'Africains, rendent difficile la distinction entre migrants économiques et politiques, sans compter qu'une forme de migration en entraîne souvent une autre. Par exemple, les émigrés forcés qui s'installent dans un nouveau pays peuvent très bien parrainer des membres de leur famille pour venir les rejoindre. Il arrive aussi que les émigrés volontaires, constatant que la situation politique et/ou économique dans leur pays d'origine a changé et les empêche d'y retourner, se transforment de facto en émigrés forcés. Compte tenu de ce qui précède, il est important de bien comprendre l'ampleur de la migration africaine, car ce phénomène touche et continuera de toucher toutes les régions du continent.

Ampleur de la migration à l'intérieur du continent⁵

Afrique de l'Ouest

L'Afrique de l'Ouest est la sous-

Tableau des personnes déplacées en Afrique en 2000

Réfugiés	3 599 612
Demandeurs d'asile	89 553
Réfugiés rapatriés	279 371
Personnes déplacées dans leur pays	1 112 028
Personnes déplacées ayant réintégré leur foyer	213 361
Divers	30 242
Total des personnes déplacées	5 324 167

Sources: <http://www.unhcr.ch/statist/2000provisional/main.htm>

Quelques exemples en Afrique de l'Ouest

Le Ghana était l'une des destinations préférées des migrants d'Afrique de l'Ouest jusqu'à la fin des années 60, date à laquelle le pays est entré dans une longue phase de récession. Durant les deux dernières décennies, la Côte d'Ivoire a pris la place du Ghana en tant que principal pôle d'attraction pour les travailleurs migrants du Burkina Faso, du Ghana, de la Guinée, du Mali, du Niger et d'ailleurs. D'après le recensement de 1988, la Côte d'Ivoire compte trois millions d'étrangers, soit plus d'un quart de la population totale, ce qui représente la plus forte proportion d'étrangers de toute l'Afrique. Mis à part quelques villes États et certains petits pays arabes, la Côte d'Ivoire est le pays du monde qui abrite le plus grand nombre d'étrangers. Les émigrés dans ce pays sont dans leur grande majorité des travailleurs agricoles.

En Gambie, les immigrés représentent environ 12 % de la population et sont pour la plupart originaires de Guinée, de Guinée Bissau, du Mali et du Sénégal.

Principale puissance économique de la région, le Nigéria n'accueille pourtant qu'un nombre relativement modeste d'immigrés. En 1982, leur nombre se situait entre 2 et 2,5 millions, pour la plupart originaires du Bénin, du Ghana, du Niger, du Tchad et du Togo. Les événements économiques et politiques des années 80 ont eu des effets négatifs sur l'afflux d'immigrants, et environ 1,5 millions d'étrangers ont quitté le pays entre 1983 et 1985 sur injonction des autorités. Aujourd'hui, le Nigéria est plus connu comme un pays exportateur de personnel qualifié que comme une terre d'accueil pour les émigrés.

Source: Migration between developing countries in sub-Saharan Africa and Latin America par Russel, S. S., 1998, compte rendu du UN Expert Group Meeting on Population Distribution and Migration, Santa Cruz (Bolivie) 18-22 janvier 1993, New York, Organisation des Nations Unies, 1998.

région qui abrite la plus forte concentration de travailleurs migrants. Les pays enclavés du Sahel, qui sont à la fois pauvres en ressources et victimes d'une sécheresse cyclique, ont fourni d'importants contingents d'émigrés, notamment vers la France. Mais, avec l'application en France des lois restrictives sur l'émigration, une partie des flux d'émigrés a pris la direction d'autres pays, notamment les pays francophones et les pays côtiers de la région. La création, en 1997, de la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) qui reconnaît la liberté de circulation, n'est probablement pas étrangère à l'intensification des flux migratoires dans cette sous-région.

Afrique centrale

La République démocratique du Congo fut pendant longtemps le plus important pays d'accueil d'Afrique centrale, avec 1,4 millions d'étrangers recensés en 1984, mais cette donnée date du début des années 90, soit avant le début des troubles politiques dans cette région. Depuis lors, les flux migratoires s'orientent vers les pôles de crois-

sance économique que sont les pays producteurs de pétrole comme le Cameroun, le Congo et le Gabon. Bien que l'on ne dispose pas de données précises sur la question, il semble que beaucoup de travailleurs migrants ont été attirés par les gisements de minerais du Gabon et du Congo, les industries du bois du Gabon et de la Guinée équatoriale et les plantations de palme du Cameroun. Il est également probable que l'Union douanière et économique d'Afrique centrale, qui met l'accent sur l'intégration économique, ait facilité la libre circulation de la main-d'œuvre dans la région.

Afrique australe

En Afrique australe, la migration internationale était caractérisée par des flux temporaires de travailleurs vers la République sud-africaine à partir notamment du Botswana, du Lesotho, du Swaziland, du Mozambique, du Malawi et du Zimbabwe. La plus grande partie de la main-d'œuvre immigrée était destinée aux mines. Depuis le milieu des années 70, l'Afrique du Sud a réduit sa dépendance à l'égard de la main-d'œuvre étrangère, notamment dans les mines,

où la proportion de travailleurs immigrés est tombée de 78 % à 40 % entre 1974 et 1986, malgré l'augmentation de la main d'œuvre totale. Cependant, depuis la chute du régime d'apartheid, le pays fait face à une forte pression des candidats à l'immigration de tous les pays du continent.

Afrique de l'Est

Le mouvement des réfugiés a surpassé tous les autres types de flux migratoires en Afrique de l'Est. Même s'il est difficile de faire la distinction entre les travailleurs, les réfugiés et les victimes des aléas climatiques, Djibouti, l'Erythrée, l'Éthiopie et la Somalie dans la Corne de l'Afrique, plus le Burundi, le Mozambique, l'Ouganda et le Rwanda, sont les principaux pays pourvoyeurs d'émigrés de l'Afrique de l'Est. Parmi les principaux pays d'immigration, on peut citer le Kenya, le Malawi, la Tanzanie, la Zambie et le Zimbabwe. À signaler toutefois que, depuis quelques années, la Zambie est devenue, à son tour, un important pays pourvoyeur de candidats à l'émigration.

Afrique du Nord

Par comparaison avec le reste du continent, l'Afrique du Nord est davantage une terre d'accueil qu'une région pourvoyeuse d'émigrés vers le reste du continent. De plus, on ne sait pas avec précision si les pays nord-africains sont la destination finale des immigrés, ou s'ils servent d'étape transitoire pour ceux qui comptent se rendre sur d'autres continents. En tout état de cause, la Libye est le principal pays d'accueil des immigrants de cette sous-région.

Ampleur des migrations à l'intérieur du continent africain

Les grandes migrations intercontinentales constituent un phénomène nouveau, apparu durant la période qui a suivi la décolonisation dans les années 60. Les premiers pays de destination étaient ceux avec lesquels l'Afrique avaient des liens coloniaux. C'est ainsi qu'on compte d'importantes communautés d'Afrique de l'Ouest en France, en Grande-Bretagne et au Portugal. La seule excep-

**Nombre estimatif des migrants maghrébins
dans quelques pays européens, 1995**

Destinations	Pays d'origine			
		Maroc	Algérie	Tunisie
France		600 000	620 000	250 000
Italie		130 000	5 000	50 000
Espagne		100 000	6 000	6 000
Benelux		100 000	15 000	20 000

Source: La dynamique migratoire au Maghreb, par le Professeur Nadji Safi, document 3. Atelier OIM/FNUAP sur la dynamique de l'émigration dans la région arabe, octobre 1996. Disponible sur le site Web: www.ion.net

tion récente à cette règle est l'émigration des Sénégalais en Italie où leur nombre dépassait les 27 000 en 19916.

Les flux migratoires d'Afrique du Nord vers l'Europe et l'Asie occidentale sont peut-être les seuls pour lesquels on dispose de données précises. La majorité des émigrés algériens, et dans une moindre mesure les tunisiens, ont choisi la France comme destination. L'émigration marocaine est par contre plus diversifiée, avec comme destinations l'Allemagne, la Belgique, l'Espagne, l'Italie et les Pays-Bas. En 1995, 642 000 Algériens,

1 128 000 Marocains et 281 000 Tunisiens résidaient en Europe. Les Égyptiens, pour leur part, émigraient surtout en Iraq et dans d'autres pays membres du Conseil de coopération du Golfe, mais beaucoup sont rentrés chez eux lors de la guerre du Golfe. Toutefois, en raison de l'alignement de l'Égypte sur le Koweït et l'Arabie saoudite, de nouvelles perspectives d'emplois dans ces pays ont été offertes aux Égyptiens.

Les flux migratoires intercontinentaux à partir de l'Afrique centrale avaient

pour destination la France et la Belgique. Depuis peu, de nombreux émigrants des pays de la Corne de l'Afrique se rendent dans les pays du Golfe. Contrairement aux autres parties du continent, l'Afrique australe ne fournit guère d'émigrants vers d'autres parties du monde.

Depuis les années 80, de nombreux Africains optent pour les nouvelles destinations que sont l'Australie, le Canada et les États-Unis d'Amérique. Ainsi, avant 1961, on ne comptait que 4 945 Africains au Canada, soit 0,5 % de l'ensemble de la population immigrée, mais ce nombre est passé à 76 260 en 1996, soit 3 % du nombre total des immigrés.⁷

Tous les pays africains sont concernés par le phénomène de la migration qui ira probablement en s'accroissant dans les prochaines années, en raison des pressions politiques, économiques et démographiques actuelles. À mesure que l'Afrique s'intégrera dans l'économie mondiale, de nouveaux mouvements de population sont à prévoir. Il importe donc de prendre activement en charge les questions qui intéressent les travailleurs migrants ainsi que leurs pays

d'origine, de transit et de destination.

Sources:

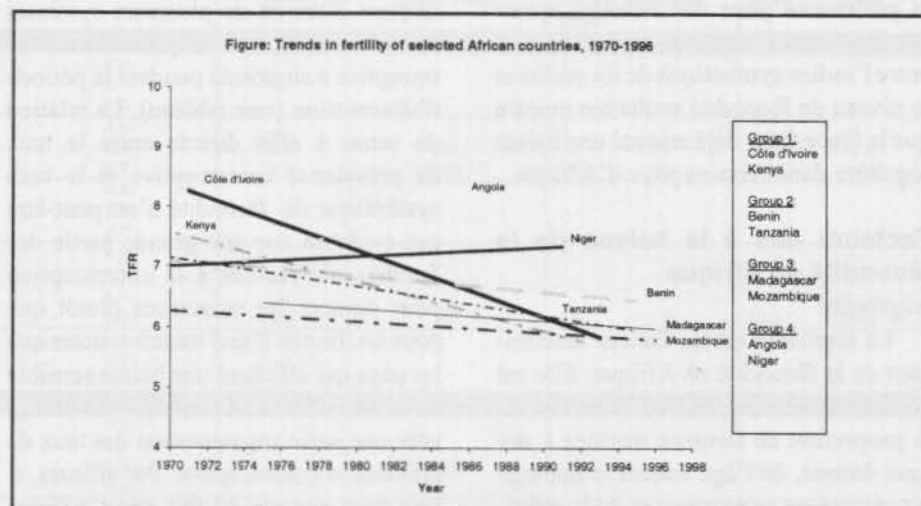
1. *Migration in Africa: globalisation and prospects for regional mechanisms*, par B. McKinley, présenté à Addis-Abeba (Ethiopie) le 18 octobre 2000.
2. *Africa's refugees: patterns, problems and policy challenges*, par J. Crisp, *New issues in Refugees Research*, document de travail n° 28, Genève (Suisse), 2000.
3. *Monitoring human development: enlarging people's choices*, Programmes des Nations Unies pour le développement (PNUD), 2000. Disponible sur le site Web: www.undp.org
4. *The State of the World Cities*, Centre des Nations Unies pour les établissements humains (CNUEH), Nairobi (Kenya), 2001.
5. *Migration between developing countries in sub-saharan Africa and Latin America*, par S.S. Russel, 1998, compte rendu du UN Expert Group Meeting on Population Distribution and Migration, Santa Cruz (Bolivie), 18-22 janvier 1993, New York, ONU, pp228-244.
6. *Causes and consequences of international migration in Africa*, Commission économique pour l'Afrique, Addis-Abeba (Ethiopie), 1996.
7. *Statistiques Canada, Census Nation tables*, 1996. Disponible sur le site Web : <http://www.statcan.ca/english/Pgdb/people/population/demo25b.htm>

Transition de la fécondité en Afrique

Les comportements en matière de reproduction ont indéniablement connu une petite révolution en Afrique au cours des trois décennies écoulées. En dépit de la nature quelque peu aléatoire des données disponibles, les études démographiques de plus en plus nombreuses qui sont effectuées en Afrique permettent d'évaluer les niveaux et les tendances en matière de fécondité et de mortalité. L'indice synthétique de fécondité (ISF) en Afrique est tombé de 6,75 en 1960-1965 à 5,47 en 1990-1995, et la baisse devrait se poursuivre pour atteindre 5,08 en 2000. Par comparaison avec d'autres régions, la baisse d'un point de l'ISF entre 1960 et 1995 peut être considérée comme modeste. Cela étant, il faut faire preuve de prudence en évaluant cette tendance au niveau global, étant donné que les estimations à l'échelle régionale peuvent masquer des différences au niveau national. Si, dans certains pays, les données d'origines diverses indiquent des baisses plus ou moins importantes de la fécondité, il semble que dans d'autres, la tendance soit de nouveau à la hausse. Le présent article a pour objet de faire la lumière sur les tendances de la fécondité en Afrique, et de rechercher des éléments de preuves indiquant l'amorce d'une tendance durable à la baisse des taux de fécondité en Afrique.

Tendance de la fécondité en Afrique: analyse des données disponibles

Les données relatives à l'indice synthétique de fécondité font apparaître quatre tendances (voir tableau et graphique). Premièrement, une nette tendance à la baisse (un ou plusieurs points par tranche de dix ans) a été constatée en Côte d'Ivoire, en Egypte, en Ethi-



opie, au Ghana, au Kenya, au Maroc, au Rwanda, en Tunisie et au Zimbabwe. Deuxièmement, une légère hausse (entre 0,5 et 0,9) a été enregistrée au Bénin, au Cameroun, au Malawi, en Mauritanie, au Nigéria, en République centrafricaine, au Sénégal, au Swaziland, en Tanzanie et en Zambie. Troisièmement, une certaine stabilité a été constatée au Burkina Faso, au Burundi, au Libéria, à Madagascar, au Mali, au Mozambique et en Ouganda. Quatrièmement, la tendance est à la hausse en Angola, au Congo, au Niger et en République démocratique du Congo.

Il y a lieu de relever d'importantes variations au niveau sous-régional. D'après les données disponibles, la majorité des pays ayant enregistré une baisse significative de la fécondité sont ceux du Nord et du Sud du continent. En revanche, la fécondité a augmenté dans la plupart des pays de la sous-région d'Afrique centrale. Il faut cependant se garder de tirer des conclusions hâtives concernant les tendances en Afrique centrale, étant donné qu'on ne dispose

pas de données récentes pour les pays de cette sous-région. En outre, les données relatives à certains pays étant peu fiables, on en est réduit à supposer que les tendances qu'elles suggèrent ne sont pas très éloignées de la réalité.

Si l'on veut savoir avec exactitude dans quelle mesure l'Afrique est entrée dans un cycle de baisse durable de la fécondité, il importe d'analyser l'évolution des facteurs qui favorisent une "véritable" transition de la fécondité. L'évolution des normes de fécondité en faveur de familles moins nombreuses est généralement une condition préalable à une baisse durable de la fécondité. La nature des changements et les différentiels du niveau de fécondité souhaitée fournissent en général de précieuses indications pour les projections sur l'avenir, étant donné que la baisse du niveau de fécondité souhaitée devrait entraîner une baisse de la fécondité réelle. L'analyse des tendances du niveau de fécondité souhaitée indique que cette variable a baissé dans les pays qui ont enregistré une baisse plus ou moins prononcée de l'indice synthétique de fécondité.

Étant donné que le niveau de fécondité souhaitée est généralement inférieur à l'indice synthétique de fécondité, on peut en déduire que la baisse de la fécondité réelle est avant tout le résultat d'un comportement délibéré, marquant la préférence pour des familles moins nombreuses. L'analyse de la relation entre l'indice synthétique de fécondité et le niveau de fécondité souhaitée montre que la fécondité a déjà amorcé une baisse régulière dans certains pays d'Afrique.

Facteurs liés à la baisse de la fécondité en Afrique

Nuptialité

La nuptialité est un facteur déterminant de la fécondité en Afrique. Elle est généralement analysée en fonction de la proportion de femmes mariées à des âges donnés, de l'âge auquel le mariage est célébré ou consommé et de la stabilité du mariage. L'effet inhibiteur sur la fécondité d'une baisse de la nuptialité et du recul de l'âge au mariage, très marqué en Afrique, devrait s'accroître à mesure que le mariage sera de moins en moins généralisé et de plus en plus tardif.

Ainsi en Egypte, au Ghana, au Kenya, au Maroc, au Sénégal, au Soudan et en Tunisie, le recul de l'âge moyen au mariage et, partant, de la procréation, a eu beaucoup plus d'effets sur la fécondité que l'usage des contraceptifs. Dans les pays pour lesquels on dispose des données des enquêtes de fécondité à l'échelle mondiale et des enquêtes démographiques et de santé, les tendances récentes de l'évolution de l'âge au mariage sont analysées à la lumière de la proportion de femmes mariées à l'âge de 20 ans. Au moment de l'enquête, on a pris en compte deux groupes d'âges, les 20-24 ans et les 35-39 ans, respectivement (voir tableau). Dans presque tous les pays pour lesquels on dispose de données, on a constaté une tendance au recul de l'âge au mariage.

Utilisation des contraceptifs

On a également constaté que les méthodes de contraception, notamment les plus modernes, jouaient un rôle important dans la transition vers la baisse des taux de fécondité. Dans les

sociétés concernées, l'effet inhibiteur de la contraception sur la fécondité devrait s'accroître à mesure que les taux d'utilisation effective des contraceptifs augmenteront.

Dans tous les pays pour lesquels on dispose d'un ou de plusieurs systèmes de données, le taux de prévalence contraceptive a augmenté pendant la période d'observation (voir tableau). La relation de cause à effet directe entre le taux de prévalence contraceptive et le taux synthétique de fécondité n'est peut-être pas évidente, car une grande partie des femmes ont recours à la contraception pour espacer les naissances plutôt que pour les limiter. Il faut toutefois noter que les pays qui affichent une baisse sensible de la fécondité sont ceux qui ont enregistré une nette augmentation des taux de prévalence contraceptive. Par ailleurs, si l'on tient compte du fait que l'Afrique accuse un déficit important en matière de contraceptifs, il est possible que la contraception jouera un plus grand rôle à mesure que la demande sera satisfaite.

Variables post-partum

L'allaitement au sein est universel en Afrique subsaharienne et, dans plusieurs sociétés, les femmes observent une longue période d'abstinence sexuelle après l'accouchement. L'allaitement au sein et cette longue période d'abstinence contribuent à prolonger la durée de l'aménorrhée et à stabiliser la fécondité dans les pays d'Afrique où les contraceptifs sont peu utilisés.

Il y a toutefois lieu de noter que dans un certain nombre de sociétés, l'amélioration du niveau d'éducation des femmes a brisé les tabous à la base de ces pratiques, de sorte que la période d'abstinence a été raccourcie. Il est donc probable que ces traditions n'aient joué aucun rôle dans l'évolution récente de la fécondité.

Facteurs démographiques et socioéconomiques

Les effets indirects des variables démographiques et socioéconomiques sur la fécondité sont la mortalité infantile, l'éducation, l'emploi des femmes et l'urbanisation. Même si des études

ont montré que l'effet de l'éducation sur les taux de fécondité varie considérablement d'un pays à l'autre, il ne fait aucun doute que l'amélioration du niveau d'éducation des femmes africaines constatée ces dernières années a indirectement contribué à la baisse de la fécondité.

L'amélioration du niveau d'éducation a également renforcé la présence des femmes sur le marché du travail, et on sait que les femmes qui ont un emploi ont souvent moins d'enfants. Toutefois, le rôle futur de l'emploi des femmes dans ce processus de transition n'est pas évident, car la baisse de la fécondité est de plus en plus liée au chômage dans certaines zones. Tout comme les hommes, les femmes instruites au chômage n'ont pas accès aux ressources nécessaires pour préparer leur mariage et subvenir aux besoins de leurs enfants. Aussi, beaucoup de femmes sont obligées de reculer la date du mariage et donc de la procréation, en attendant que leur situation s'améliore.

La proportion de la population africaine vivant dans les zones urbaines a connu une croissance phénoménale depuis quelque temps. Toutes les études ont montré que la fécondité était plus faible dans ces zones que dans les zones rurales. Même si cette disparité s'explique en grande partie par les différences des niveaux d'éducation, l'accès aux services de planification familiale et les possibilités d'emploi et de revenus, l'urbanisation croissante est considérée comme l'un des facteurs à l'origine de la baisse de la fécondité en Afrique.

Le lien théorique entre la mortalité infantile et la fécondité est bien connu. L'amélioration des chances de survie de l'enfant devrait permettre de freiner la propension à "accumuler" ou à "remplacer", deux mécanismes qui permettraient aux familles de maintenir le nombre d'enfants à un niveau constant. Bien qu'il soit difficile de fournir des preuves concrètes à l'appui de cette hypothèse, la baisse de la fécondité est souvent liée à la baisse de la mortalité infantile. Le Bénin, le Cameroun,

Tableau : Indices synthétiques de fécondité (ISF), niveau de fécondité souhaitée, utilisation des contraceptifs et proportion des femmes mariées à 20 ans dans les pays africains durant la période 1960-1995

Pays	Année ¹ de l'enquête	Période de référence approximative	Indice synthétique de fécondité (ISF)	Niveau de fécondité souhaitée (DF)	Mortalité des enfants de moins de 5 ans (pour mille)	Utilisation des contraceptifs		% des femmes mariées à 20 ans	
						Tous types	Modernes	20-24	25-39
Afrique Centrale									
Angola	Recens. 1960	1960	6.4	-		-	-	-	
	Recens. 1970	1970	6.7	-		-	-	-	
	Recens. 1985	1983-85	8.0	-		-	-	-	
Cameroun	DS. 1962	1960-62	4.6	-		-	-	-	
	WFS. 1978	1974-78	6.4	8.0	191	3	1	81.0	72.0
	DHS. 1991	1988-90	5.8	6.8	126	13	4	73.1	83.1
Congo	DS. 1961	1960-61	4.8	-		-	-	-	
	Recens.	1974	5.5	-		-	-	-	
	Recens. 1 984	1984	6.3	-		-	-	-	
République Centrafricaine		1959-60	4.9	-		-	-	-	
		1975	5.7	-		-	-	-	
		1988	6.1	-		-	-	-	
		1991-93	5.1	6.4	157	15	3	73.5	65.4
République démocratique du Congo	NDS. 1957	1955-57	5.1	-		-	-	-	
	Recens. 1984	1984	6.7	-		-	-	-	
Afrique de l'Est									
Burundi	NDS. 1971	1964-65	7.1	-		-	-	-	
	NDS. 1971	1970-71	6.1	-		-	-	-	
	DHS. 1987	1983-86	6.9	5.3	152	7	1	44.3	54.3
	DS.1990	1990	6.6	-		-	-	-	
Ethiopie	NSS. 1967	1964-67	6.7	-		-	-	-	
	NSS. 1971	1968-71	5.8	-		-	-	-	
	DS. 1981	1981	8.8	-		-	-	-	
	FFS. 1990	1990	6.6	-		-	-	-	
Kenya	Recens. 1962	1962	6.8	-		-	-	-	
	WFS. 1977-78	1975-77	8.0	7.2	142	6	4	65.0	76.0
	DHS. 1993	1990-92	5.4	3.7	96	33	27	46.1	66.4
Madagascar	RHS. 1962	1962	6.6	-		-	-	-	
	Recens. 1975	1975	6.4	-		-	-	-	
	DHS. 1992	1989-91	6.1	5.5	163	17	5	54.1	65.1
	DHS. 1997	1994-96	6.0	5.3	-	-	-	-	
Malawi	PCS. 1972	1971-72	7.9	-		-	-	-	
	NDS. 1982	1982	7.6	-		-	-	-	
	DHS. 1992	1989-91	6.7	5.1	234	22	14*	76.6	65.9
Mozambique	Recens. 1970	1970	6.2	-		-	-	-	
	Recens. 1980	1980	6.2	-		-	-	-	
	DHS. 1997	1994-96	5.8	5.9		6	5	-	
Ouganda	Recens. 1969	1969	6.8	-		-	-	-	
	DHS. 1988-89	1986-88	7.4	6.5	180	5	3	72.9	80.2
	DHS. 1995	1992-94	6.9	5.3	147	8		74.7	76.0
Rwanda	NDS. 1970	1970	7.8	-		-	-	-	
	NDS. 1983	1983	8.5	-		-	-	-	
	DHS. 1992	1989-91	6.2	4.2	150	21	13	35.1	49.9
Tanzanie	Recens. 1967	1967	7.2	-		-	-	-	
	Recens. 1988	1988	6.5	-		-	-	-	
	DHS. 1991-92	1990-92	6.3	6.1	141	10	7	61.0	74.3
	DHS. 1996	1993-95	5.8	5.5	137	18	13	60.3	70.4
Afrique du Nord									
Egypte	WFS. 1980	1976-80	5.3	4.1	191	24	23	54.0	76.0
	DHS. 1988	1985-87	4.5	2.9	102	38	36	45.1	63.1
	DHS. 1992	1989-91	3.9	2.9	85	47	45		
	DHS. 1995	1992-94	3.6	2.9	81	48	46		
Maroc	WFS. 1980	1976-80	5.9	5.0	142	19	16	53.0	85.0
	DHS. 1987	1984-86	4.8	3.7	102	36	29		
	DHS. 1992	1989-91	4.0	3.4	76	42	36	31.4	56.2
	DHS. 1995	1992-94	3.3	-	80	50	42		
Tunisie	WFS. 1978	1974-78	5.9	4.2	107	32	25	29.0	61.0
	DHS. 1988	1985-87	4.2	3.5	65	50	40	20.8	43.6
Afrique australe									
Afrique du Sud (population noire seulement)	Recens. 1960	1960	6.4	-		-	-	-	
	Recens. 1970	1970	5.8	-		-	-	-	
	Recens. 1980	1980	5.4	-		-	-	-	
	DHS. 1989	1986-88	4.6	-		-	-	-	
	DHS. 1994	1991-93	3.3	-		-	-	-	
Botswana	Recens. 1971	1971	6.6	-		-	-	-	
	Recens. 1981	1981	7.1	-		-	-	-	
	DHS.L 1988	1984-87	4.9	4.7	53	33	32	18.7	34.2

Tableau : Indices synthétiques de fécondité (ISF), niveau de fécondité souhaitée, utilisation des contraceptifs et proportion des femmes mariées à 20 ans dans les pays africains durant la période 1960-1995 (suite)

Pays	Année ¹ de l'enquête	Période de référence approximative	Indice synthétique de fécondité (ISF)	Niveau de fécondité souhaitée (DF)	Mortalité des enfants de moins de 5 ans (pour mille)	Utilisation des contraceptifs		% des femmes mariées à 20 ans	
						Tous types	Modernes	20-24	25-39
Swaziland	Recens. 1966	1966	6.9	-	-	-	-	-	-
	Recens. 1976	1976	5.7	-	-	-	-	-	-
	Recens. 1986	1986	5.1	-	-	-	-	-	-
	FHS. 1988	1988	5.0	-	-	-	-	-	-
Zambie	Recens. 1969	1069	6.9	-	-	-	-	-	-
	Recens. 1980	1980	7.4	-	-	-	-	-	-
	DHS. 1992	1989-91	6.5	5.8	191	15	9	63.6	82.7
	DHS. 1996	1993-95	6.1	5.3	197	26	14	64.3	80.4
Zimbabwe	Recens. 1969	1969	8.3	-	-	-	-	-	-
	Recens. 1982	1982	7.1	-	-	-	-	-	-
	DHS. 1988	1985-87	5.5	4.9	75	43	36	53.1	62.1
	DHS. 1994	1991-93	4.3	4.3	77	48	42	51.7	65.0
Afrique de l'Ouest									
Bénin	DS. 1961	1961	6.9	-	-	-	-	-	-
	WFS. 1981-82	1967-71	7.0	-	-	-	-	-	-
	WFS. 1981-82	1977-81	7.1	7.5	204	20	1	74.0	71.0
	DHS. 1996	1993-95	6.3	5.2	167	16	3	65.4	66.9
Burkina Faso	NDS. 1960-61	1960-61	6.2	-	-	-	-	-	-
	Recens. 1975	1969	6.4	-	-	-	-	-	-
	Recens. 1985	1985	7.2	-	-	-	-	-	-
	DHS. 1993	1990-92	6.9	5.7	187	8	4	85.6	87.1
Côte d'Ivoire	WFS. 1980-81	1971-75	7.9	-	-	-	-	-	-
	WFS. 1980-81	1976-80	7.7	8.5	162	2	0	79.0	77.0
	Recens. 1988	1988	6.8	-	-	-	-	-	-
	DHS. 1994	1991-93	5.7	5.5	150	11	4	58.3	65.4
Ghana	PES. 1960	1960	7.2	-	-	-	-	-	-
	WFS. 1979-80	1975-79	6.5	6.1	127	10	6	72.0	72.0
	DHS. 1988	1985-87	6.4	5.8	155	13	5	63.3	72.3
	DHS. 1993	1990-92	5.2	4.4	119	20	10	59.7	61.3
Libéria	DHS. 1998	1995-97	4.5	4.2	110	18	11	-	-
	Recens. 1974	1967	6.8	-	-	-	-	-	-
	Recens. 1984	1977	6.6	-	-	-	-	-	-
	DHS. 1986	1980-82	7.0	-	-	-	-	-	-
Mali	DHS. 1986	1983-85	6.7	6.0	220	6	6	64.2	69.4
	DS. 1960	1960-61	7.4	-	-	-	-	-	-
	DHS. 1987	1984-86	7.1	6.9	250	3	1	92.6	89.5
	DHS. 1995	1992-94	6.7	6.6	238	7	5	82.1	87.6
Mauritanie	WFS. 1981	1962-66	6.5	-	-	-	-	-	-
	WFS. 1981	1972-76	7.2	-	-	-	-	-	-
	WFS. 1981	1977-81	6.3	8.7	196	1	0	72.0	83.0
	Recens. 1988	1988	6.3	-	-	-	-	-	-
Niger	DS. 1960	1960	6.9	-	-	-	-	-	-
	Recens. 1977	1977	7.0	-	-	-	-	-	-
	Recens. 1988	1988	7.1	-	-	-	-	-	-
	DHS. 1992	1989-91	7.4	8.2	123	4	2	90.0	94.7
Nigéria	DHS. 1998	1995-97	-	8.2	-	-	-	-	-
	NFS. 1973	1971-73	7.3	-	-	-	-	-	-
	WFS. 1981-82	1980-82	5.9	8.3	165	5	1	-	-
	DHS. 1990	1983-86	7.4	-	-	-	-	-	-
Sénégal	DHS. 1990	1987-89	6.0	5.8	192	6	4	67.6	70.1
	WFS. 1978	1959-63	7.8	-	-	-	-	-	-
	WFS. 1978	1974-78	7.2	8.0	262	4	1	77.0	90.0
	DHS. 1986	1983-85	6.4	6.8	-	5	2	69.6	85.4
Sierra Leone	DHS. 1992	1989-91	6.0	5.9	131	7	5	59.7	81.0
	DHS. 1997	1994-96	5.7	5.3	139	13	8	-	-
	Recens. 1963	1963	7.5	-	-	-	-	-	-
	Recens. 1974	1974	6.5	-	-	-	-	-	-
Togo	Recens. 1985	1985	6.4	-	-	-	-	-	-
	DS. 1961	1961	7.0	-	-	-	-	-	-
	Recens. 1971	1971	6.6	-	-	-	-	-	-
	Recens. 1981	1981	6.0	-	-	-	-	-	-
	DHS. 1988	1985-87	6.4	5.3	158	12	3	63.0	65.9

(1) DHS: enquête démographique et de santé; WFS: enquête sur la fécondité à l'échelle mondiale;
DS: enquête démographique; NDS: enquête démographique nationale; PES: enquête post-censitaire;
NFS: enquête nationale sur la fécondité; NSS: enquête sur échantillon national; FFS: enquête
sur la famille et la fécondité; RHS: enquête sur les ménages ruraux;
PCS: enquête sur les évolutions de la population

Source: Cohen (1963; 1998); UN (1987); Westoff, Blanc et Nyblade (1994); Mboup Gora (1998); ISI (1984); calculs effectués d'après les données des enquêtes démographiques et de santé.

L'impact social du VIH/SIDA en Afrique

Menna S. Kebede, étudiant en travail social international,
Université de Calgary (Canada)

L'Afrique abrite près de 70 % des adultes et 80 % des enfants séropositifs du monde et a enterré les trois quarts des 20 millions de personnes mortes du sida depuis le début de l'épidémie. Neuf des pays les plus touchés dans le monde sont africains. Aujourd'hui, le VIH/sida est la première cause de décès en Afrique, devant le paludisme et la tuberculose. En 1999, il a été à l'origine d'un décès sur cinq en Afrique et en 2000, 2,4 millions de personnes ont succombé à cette maladie tandis que 3,8 millions de nouveaux cas ont été enregistrés.

Le VIH/sida: un défi pour le développement

Le VIH/sida est désormais un défi majeur pour le développement en Afrique. Il a balayé les acquis sociaux du développement humain arrachés de haute lutte, notamment l'espérance de vie, la création de revenus et l'éducation. A titre d'exemple, la formidable augmentation de l'espérance de vie en Afrique australe, qui est passée de 44 ans dans les années 50, à 59 ans au début des années 90, est retombée à 45 ans en 2000. Au Botswana, l'espérance de vie à la naissance est actuellement estimée à 44 ans, alors qu'elle serait de 69 ans sans le sida. Au Zimbabwe, elle est de 43 ans au lieu de 65. On retrouve des tendances similaires dans les autres pays africains fortement touchés par la maladie (voir encadré).

Dans les pays les plus touchés, l'impact socioéconomique de cette maladie dévastatrice se reflète dans la baisse du revenu par habitant et dans la détérioration des services publics, notamment la santé et l'éducation, dont le personnel essentiel a été décimé. Selon une étude réalisée en Zambie, le nombre de décès parmi les membres du personnel de l'un des hôpitaux du pays a été multiplié par 13 entre 1989 et 1990, en grande partie par suite de l'infection par le VIH/sida.

Le sida écourté l'espérance de vie en Afrique

Burkina Faso	55 à 46
Burundi	55 à 46
Cameroun	59 à 51
Congo	54 à 49
Côte d'Ivoire	57 à 46
Ethiopie	51 à 41
Kenya	66 à 48
Lesotho	62 à 54
Malawi	51 à 37
Namibie	65 à 42
Nigéria	58 à 54
Ouganda	54 à 43
République centrafricaine	56 à 49
République démocratique du Congo	57 à 47
Rwanda	54 à 42
Swaziland	58 à 39
Tanzanie	55 à 46
Zambie	56 à 37

Source: U.S. Census Bureau, 2001.

D'après une étude récente, la part des dépenses de santé publique consacrée au sida en 1997 a atteint 2 % du produit intérieur brut dans sept des seize pays africains qui ont fait l'objet de l'enquête. Ce chiffre est tout simplement effarant quand on sait que l'ensemble des dépenses de santé de ces pays se situe entre 3 % et 5 % du PIB.

La déferlante des orphelins

L'une des plus graves conséquences sociales de la pandémie du VIH/sida est le nombre toujours croissant d'orphelins

que les structures de protection sociale disponibles n'arrivent plus à accueillir. En Afrique, la tradition veut que les orphelins soient pris en charge par les membres de la famille élargie, mais les ressources disponibles ne suffisent plus à répondre aux besoins des enfants en détresse, dont le nombre est en augmentation. C'est ainsi qu'en 1999, on comptait 12 millions d'orphelins en Afrique subsaharienne, les pays les plus touchés étant l'Ethiopie avec 1,2 million, le Nigéria avec 1,4 million, l'Ouganda avec 1,7 million et la Tanzanie avec 1,1 million.

De plus en plus, les orphelins sont abandonnés à leur sort. Le traumatisme de la perte des parents est aggravé par la nécessité de subvenir à leurs propres besoins. Aussi sont-ils de plus en plus nombreux à abandonner l'école, à souffrir de la malnutrition et du manque de soins et à sombrer dans la pauvreté absolue. Ils sont également victimes d'ostracisme et souffrent de troubles psychologiques. En l'absence de véritables systèmes de protection sociale en Afrique, de nombreux orphelins se retrouvent dans la rue, où ils sont exposés aux mauvais traitements, à l'exploitation sexuelle et au virus qui a emporté leurs parents ou leurs soignants. Le nombre croissant



Deux frères orphelins, âgés respectivement de 10 et 12 ans, font la lessive devant leur foyer d'accueil à la résidence de Kamanga, à Kusaka (Zambie). Source: CNN.com/World

d'orphelins non pris en charge créera une génération dépourvue des capacités nécessaires pour poursuivre la tâche d'édification nationale, et pourrait même donner lieu à des troubles civils. En l'absence d'éducation, les filles sombreront dans la prostitution et les garçons émigreront illégalement vers les villes ou les pays limitrophes lorsqu'ils seront en âge de le faire.

Le VIH/sida et les femmes

Le taux d'infection chez les adolescentes africaines est beaucoup plus élevé que chez les adolescents, au point que, dans certains pays, la proportion est de cinq pour un. Dans la tranche d'âge des plus de vingt ans, le taux d'infection est trois fois plus élevé chez les femmes. En Afrique, les filles contractent le virus plus tôt que les garçons, ce qui tendrait à expliquer le fait que la proportion soit de 12 pour 10.

Derrière ces statistiques arides il y a des femmes, dont certaines à l'orée de l'adolescence, qui sont obligées de se soumettre à la domination économique et sociale masculine. Certaines n'osent pas admettre que le virus leur a été transmis par leur partenaire infidèle. D'autres n'osent pas dénoncer le viol et les abus dont elles ont été victimes. Indépendamment des circonstances socioculturelles qui favorisent la contraction de la maladie par les femmes, le VIH/sida contribue à la féminisation de la pauvreté, car les femmes sont de plus en plus nombreuses à garder le lit et ne peuvent donc pas subvenir à leurs propres besoins et encore moins à ceux des personnes à leur charge. La propagation rapide du virus chez les femmes entraîne également de graves conséquences sociales étant donné que, dans nombre de sociétés africaines, la prise en charge de la famille incombe aux femmes.

Imaginez votre vie ainsi

Vous vous levez le matin pour prendre votre petit déjeuner avec vos trois enfants. Le premier est déjà condamné à mourir en bas âge. Votre mari, dont le lieu de travail est à plus de 300 km de distance, vous rend visite deux fois par an et couche avec d'autres femmes dans l'intervalle. Vous risquez votre vie à chaque fois que vous avez un rapport sexuel avec lui. Sur le chemin vers votre lieu de travail, vous passez devant une maison où un adolescent seul et sans aucune source de revenu s'occupe de ses jeunes frères et sœurs. Dans une autre maison, le mari a traité sa femme de putain, l'a sauvagement battue et jetée à la rue lorsqu'elle lui a demandé de mettre un préservatif. Plus loin, gît un homme gravement malade qui n'a droit ni à un médecin, ni à des soins hospitaliers, ni à des médicaments, ni à de la nourriture, ni à une couverture ni même à un mot gentil. Au travail, vous déjeunez avec vos collègues dont un sur trois est condamné par la maladie. Vous compatissez au sort d'une amie qui a reconnu avoir été touchée par le fléau avant d'être lapidée à mort par des voisins. Vos loisirs sont occupés par les funérailles auxquelles vous assistez tous les samedis. En fin de journée, vous vous couchez avec l'idée angoissante que les adultes de votre âge n'atteindront pas l'âge de 50 ans. Cependant, vous-même, vos voisins ainsi que les dirigeants politiques et locaux, vous continuez à vivre comme si de rien n'était.

Source: <http://www.time.com>

Le VIH/sida et les personnes âgées

Sachant que le VIH/sida touche essentiellement la population sexuellement active (15 à 49 ans), la population âgée n'a pas été directement affectée par la maladie, mais a toutefois été indirectement touchée de deux façons.

Tout d'abord, étant donné que dans les sociétés africaines les personnes âgées sont prises en charge par leurs enfants, la propagation de la maladie parmi la population d'âge moyen entraîne le fait qu'il y a de moins en moins de personnes

valides capables d'assumer cette tâche. A titre d'exemple, au Botswana, où plus d'un tiers de la population est touché par la maladie, on estime que d'ici à 2020, il y aura davantage de femmes dans la tranche d'âge des 60 et 70 ans que dans celle des 40 et 50 ans.

Ensuite, au lieu de profiter de leur âge d'or, les personnes âgées d'Afrique se voient contraintes de prendre en charge leurs petits-enfants devenus orphelins.

Une société en transformation

Le sida est une véritable menace pour l'avenir, en ce sens qu'il oblige les familles et les collectivités à lutter pour prendre en charge les malades et les orphelins, et qu'il est en train de transformer le tissu social. Aux sociétés soudées par la solidarité familiale, se substituent progressivement des sociétés marquées par la honte, la méfiance, la peur, la colère et l'absence de compassion (voir encadré).

Source: Statistiques tirées du site Web: <http://www.UNAIDS.org>



Dans le village de Kuanda, au nord du Malawi, une femme de 65 ans, une bassine de mangues en équilibre sur la tête, se tient devant sa hutte avec six de ses neuf petits-enfants dont les parents sont morts du sida.

Nouvelle initiative pour appuyer les organisations des personnes vivant avec le VIH/SIDA

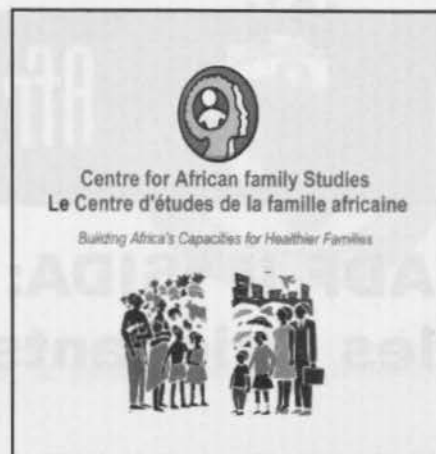
Les organisations des personnes vivant avec le VIH/sida vont bientôt bénéficier d'une nouvelle initiative visant à renforcer leurs systèmes de gestion et leur participation aux affaires nationales et internationales. Lancé en octobre 2000 à Nairobi (Kenya), le programme de Glaxo Wellcome Positive Action, qui a pour but de renforcer les réseaux africains des organisations des personnes vivant avec le VIH/sida, sera administré par le Centre d'études de la famille africaine.

En lançant cette initiative, M. Pape Syr Diagne, Directeur du Centre, a déclaré que ce programme était un projet novateur destiné à renforcer la participation des organisations des personnes vivant avec le VIH/sida à la formulation des politiques nationales, notamment à travers leur représentation au sein des comités nationaux de lutte contre le sida et des comités nationaux de planification. Le Centre offrira une formation et une assistance technique à ces organisations, et prêter son concours dans les domaines de la communication, de la gestion et de la direction, du plaidoyer et de la collecte de fonds.

Mme Chipso Mbanje du Zimbabwe, représentante du réseau d'Afrique australe des personnes vivant avec le VIH/sida, a déclaré que les organisations des personnes vivant avec le VIH/sida étaient confrontées à des problèmes de gestion, du fait qu'un grand nombre de leurs membres ne disposent pas des qualifications nécessaires en la matière. Très peu de personnes qualifiées intègrent

ces organisations par crainte de la discrimination et de l'opprobre. "Les gens ne veulent pas assumer leur condition par crainte des conséquences, et les cadres sont particulièrement frileux à cet égard". Dans certains pays, ces organisations vivent dans la peur, car la collectivité les rejette, parfois avec violence, de sorte qu'elles sont mises à l'index tout comme leurs membres.

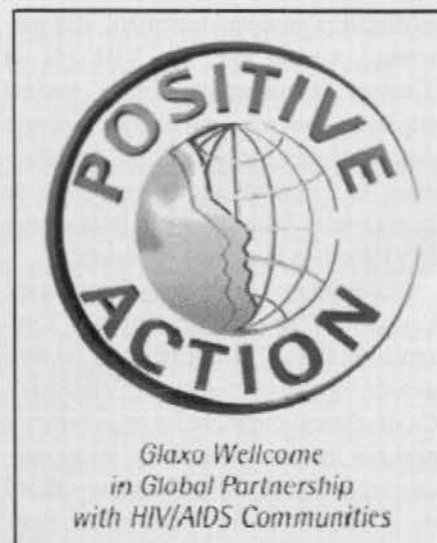
Malgré cela, elles œuvrent à humaniser le VIH et continuent de lutter contre la discrimination et les violations des droits des personnes vivant avec le VIH/sida, notamment en matière d'emploi et de soins de santé. Elles fournissent des conseils et un soutien psychologique ainsi que des soins à domicile, offrent une formation à leurs membres, organisent des actions d'éducation et de sensibilisation, des collectes de fonds, des activités de plaidoyer, des interventions auprès des autorités, et prodiguent des soins cliniques. Elles font face à divers problèmes de gestion, notamment le manque de compétences techniques, et connaissent des difficultés dans la collecte de fonds. Un grand nombre d'entre-elles ont été créées à l'époque où le public était très mal informé sur le sida, et ont évolué dans un contexte fortement marqué par les préjugés dont continuent de souffrir de nombreux groupes. Face à tous ces problèmes, ces organisations s'appuient sur la notion de vie positive, c'est-à-dire un état de stabilité physique, émotionnelle et spirituelle. Le fait d'afficher



publiquement sa condition constitue une véritable thérapie pour les survivants et un message persuasif pour le public.

La représentante de Women Fighting AIDS in Kenya (WOFAK), Mme Eunice Odongo, a noté que le projet constituait un pas dans la bonne direction, car il s'appuie sur les ambassadeurs de l'espoir, composante de la notion de vie positive qui humanise le VIH/sida et apporte de l'espoir aux personnes infectées et affectées par le virus.

Pour de plus amples informations, prendre contact avec le CAFS, Pamsteh House, Woodvale, Grove, PO Box 60054, Nairobi, Kenya, tél. : (254)-2-448618, télécopie : (254)-2-448621, adresse électronique : info@cafs.org, site Web : <http://www.cafs.org>



¹ Positive Action est un programme international d'éducation sur le VIH, de soins et d'appui communautaire organisé par Glaxo Wellcome. Dans le cadre de ce programme lancé en 1992, cette société travaille en partenariat avec des particuliers, des groupes communautaires, des professionnels de la santé, des gouvernements, des institutions internationales et d'autres entités, pour promouvoir les objectifs communs, à savoir une prévention plus efficace du VIH, l'éducation, l'amélioration des soins et de l'aide aux personnes vivant avec VIH/sida ou affectées par cette maladie. Positive Action a déjà appuyé et exécuté un grand nombre de projets aux niveaux national et international dans le monde entier. Pour de plus amples informations, consulter le site Web : http://eightml.poptel.org.uk/positive_action/Livesite/index.htm



African Development Forum 2000

ADF II "SIDA: un défi sans précédent pour les dirigeants africains"

Le Deuxième Forum pour le développement de l'Afrique (ADF II), organisé par la CEA en partenariat avec l'Organisation de l'unité africaine (OUA), l'Organisation internationale du Travail (OIT), l'ONUSIDA et ses coparrains, s'est tenu du 3 au 7 décembre 2000 sous le thème "sida: un défi sans précédent pour les dirigeants africains". Le Forum a rassemblé des dirigeants à tous les niveaux qui se sont engagés à lutter ensemble contre le sida en s'appuyant sur les expériences positives aux niveaux régional, national et international, en formulant et en exécutant des plans d'action et en recueillant des engagements financiers. Plus de 1 500 participants, parmi lesquels des dirigeants et décideurs africains, des représentants du secteur privé et des partenaires au développement, des personnes vivant avec le VIH/sida et d'autres représentants de la société civile, se sont rencontrés pour élaborer des stratégies concrètes afin de galvaniser les dirigeants à tous les niveaux de la société et faire passer la lutte contre le VIH/sida à la vitesse supérieure.

Le principal résultat du Forum a été l'adoption d'un document intitulé "Consensus et Plan d'action africain: les dirigeants unis pour vaincre le VIH/sida". Ce document énumère les engagements pris par les gouvernements, les organisations internationales, les organisations de la société civile et les particuliers, et définit la manière de les mettre en œuvre. Il propose une véritable feuille de route indiquant la manière dont les dirigeants africains, à tous les niveaux,

Consensus et Plan d'action africain

Le Consensus et Plan d'action africain préconise un engagement résolu de la part de toutes les parties intéressées dans la lutte contre le VIH/sida en Afrique, et trace les contours du processus qui permettra aux dirigeants d'éradiquer ce fléau. Il prévoit cinq niveaux d'engagement - personnel, communautaire, national, régional et international - pour venir à bout de la pandémie.

Le Consensus et Plan d'action africain souligne notamment les points ci-après:

- Chaque personne doit rompre le silence sur les normes et pratiques qui favorisent la propagation de la pandémie du VIH/sida.
- Les personnes vivant avec le VIH/sida doivent être au centre de tous les efforts déployés par la communauté pour vaincre la pandémie. Leurs droits doivent être pleinement respectés et leurs capacités à diriger reconnues.
- Les dirigeants nationaux doivent créer les conditions nécessaires à la mobilisation des communautés.
- Une stratégie à l'échelle continentale en matière de soins et de traitement essentiels complets pour les personnes vivant avec le VIH/sida doit être adoptée parallèlement à une approche panafricaine de la question du prix des médicaments.
- La communauté internationale doit mobiliser les ressources nécessaires pour permettre à l'Afrique de vaincre la pandémie. Dans la mesure du possible, cette aide devra être octroyée sous forme de dons et non de prêts.

doivent s'organiser pour lutter contre le VIH/sida. Il a été entériné par les chefs d'État et de gouvernement lors du Sommet africain sur le VIH/sida, la tuberculose et autres maladies infectieuses connexes, tenu les 26 et 27 avril 2001 à Abuja (Nigéria).

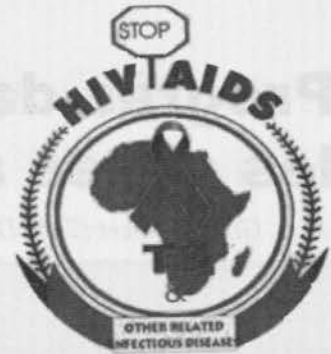
La CEA assurera le suivi du Consensus et Plan d'action africain en collaboration avec les organismes des Nations Unies, les organisations bilatérales et multilatérales et d'autres partenaires. En outre, compte tenu des effets dévastateurs du VIH/sida sur tous les efforts, stratégies et acquis du développement,

la CEA a également entrepris d'intégrer cette question à toutes ses analyses des politiques socioéconomiques. Elle continuera aussi à mettre à profit les conférences des ministres des finances et de la planification ainsi que d'autres moyens, pour faire en sorte que la lutte contre le VIH/sida demeure en tête des priorités.

Pour de plus amples informations sur ADF II et sur le "Consensus et Plan d'action africain": les dirigeants unis pour vaincre le VIH/sida", consulter le site Web: <http://www.un.org/depts/eca/adj2000>

Sommet africain sur le VIH/ SIDA, la tuberculose et autres maladies infectieuses connexes

24-27 avril 2001, Abuja (Nigéria)



Les chefs d'État et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) se sont réunis les 26 et 27 avril 2001 à Abuja (Nigéria), à l'occasion d'un sommet extraordinaire consacré spécifiquement à l'examen des défis exceptionnels que posent le VIH/sida, la tuberculose et autres maladies infectieuses connexes. Le Sommet, qui a été précédé d'une réunion ministérielle technique, les 24 et 25 avril, a été organisé par l'Organisation de l'unité africaine (OUA) en collaboration avec le Gouvernement de la République fédérale du Nigéria, la Commission économique pour l'Afrique (CEA), l'ONUSIDA et d'autres partenaires de premier plan.

Le Sommet a été organisé pour réfléchir aux moyens d'inverser le taux alarmant d'infection par le VIH/sida, la tuberculose et d'autres maladies infectieuses connexes qui frappent le continent. Il avait pour objectif de concrétiser les engagements pris par les dirigeants africains à travers la mobilisation aux niveaux social, national, et international des ressources nécessaires à la prévention, aux soins et au traitement de ces maladies, et à la programmation durable des soins de santé primaires. Il devait également élaborer des stratégies visant à prévenir et à maîtriser les effets de la pandémie sur le développement socioéconomique en Afrique. À l'inverse des sommets ordinaires de l'OUA, cette rencontre a regroupé diverses parties intéressées, notamment des personnes vivant avec le VIH/sida, la tuberculose et d'autres maladies connexes, ainsi que les partenaires au développement de l'Afrique.

Pour plus de détails sur le Sommet africain et la Déclaration d'Abuja, consulter le site Web: <http://www.oau-oua.org/afsummit/>

Déclaration d'Abuja sur le VIH/sida, la tuberculose et autres maladies infectieuses connexes

Dans la Déclaration d'Abuja, qui a été adoptée à l'issue du Sommet, les dirigeants africains ont notamment souligné que:

- "Le VIH/sida, la tuberculose et les autres maladies infectieuses connexes constituent, non seulement une crise de santé majeure, mais également une menace exceptionnelle pour le développement, la cohésion sociale, la stabilité politique et la sécurité alimentaire de l'Afrique, ainsi que la plus grande menace à la survie et à l'espérance de vie des populations africaines. Ces maladies, qui sont elles-mêmes exacerbées par la pauvreté et les situations de conflits dans notre continent, entraînent également un fardeau économique dévastateur par la perte de capital humain, la réduction de la productivité et le détournement de ressources humaines et financières au profit des soins et des traitements".
- "Nous sommes fermement convaincus que maîtriser et vaincre l'épidémie du VIH/sida, de la tuberculose et des autres maladies infectieuses deva constituer notre priorité majeure pendant le premier quart du 21^{ème} siècle. Nous sommes également convaincus que la lutte contre ces épidémies devrait être partie intégrante de notre programme continental, avec pour objectif de promouvoir la réduction de la pauvreté, le développement et la paix durables, la sécurité et la stabilité politique, conformément au Programme du Millénaire pour le redressement de l'Afrique".

Dans la Déclaration d'Abuja, les dirigeants africains ont également affirmé ce qui suit:

- "Nous considérons le sida comme un état d'exception sur le continent".
- "Nous nous engageons à assurer une responsabilité personnelle et à superviser la conduite des activités des comités/conseils nationaux de lutte contre le sida".
- "Nous nous engageons à prendre toutes les mesures nécessaires à la mobilisation des ressources requises auprès de toutes les sources, et pour qu'elles soient utilisées de manière judicieuse et efficace. En outre, nous nous engageons à fixer un objectif de 15 % au moins de notre budget annuel à allouer à l'amélioration du secteur de la santé. Nous nous engageons également à dégager les ressources nécessaires pour une riposte multisectorielle globale".
- "Nous décidons de promulguer et d'appliquer les législations appropriées et d'utiliser les règlements commerciaux internationaux pour assurer la disponibilité des médicaments à des coûts abordables et celles des technologies pour le traitement, les soins et à la prévention du VIH/sida, de la tuberculose et des autres maladies infectieuses". "Nous décidons également de prendre des mesures immédiates pour les exonérations fiscales et autres incitations en vue de la réduction des prix des médicaments et de toutes les autres fournitures dans les services de soins de santé pour une amélioration accélérée de la santé des populations".

Progrès dans le domaine de l'égalité entre les sexes au Niger

M.A. Gibril, expert (TAS, DSADD, CEA)

La République du Niger, située en Afrique de l'Ouest, comptait 10,1 millions d'habitants en 1998. Etant donné que la partie septentrionale du pays est constituée par le désert du Sahara, la population, dont les trois quarts occupent un tiers du territoire, exerce une forte pression sur les ressources disponibles. D'après les données de 1998, les pauvres représentaient 63 % de la population et 86 % d'entre eux vivaient dans les zones rurales. Selon des estimations datant de 1997, le taux de croissance de la population est de 3,3 % par an et l'espérance de vie est de 48 ans pour les hommes et de 49 ans pour les femmes. Les conditions sanitaires précaires, notamment en matière de santé de la reproduction, constituent le plus gros problème. L'indice synthétique de fécondité global était estimé à 7,5 enfants par femme en 1998 tandis qu'en 1992, 35 % des décès chez les femmes de 15 à 49 ans étaient imputés à l'accouchement, et le taux de mortalité maternelle était estimé entre 650 et 700 pour 100 000. Peu d'accouchements se font avec l'assistance d'un personnel qualifié et la contraception est peu répandue.

L'égalité et l'équité entre hommes et femmes sont loin d'être atteintes. Le taux d'alphabétisation des femmes est estimé à 12 % contre 22 % pour les hommes et le taux de scolarisation est de 12,2 % chez les filles contre 18,6 chez les garçons. Les femmes sont peu nombreuses à occuper des postes à responsabilité et ne représentent que 1,2 % du nombre total des parlementaires, 8,3 % des ministres et 8,8 % des directeurs. En outre, la féminisation de la pauvreté est patente, étant donné que la proportion des femmes en mesure de subvenir à leurs propres besoins est de 9,5 % seulement.

Mesures positives prises par le Gouvernement pour prendre en charge les questions intéressant les femmes

- Adoption de la "Politique nationale de promotion de la femme" (septembre 1996);
- Signature en août 1999, avec quelques réserves, de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, qui a été adoptée, en 1979 par l'Organisation des Nations Unies;
- Création d'un "Observatoire national pour la promotion de la femme" par décret présidentiel promulgué en décembre 1999;
- Adoption, en mai 2000, d'une loi instituant un système de quotas pour les postes électifs au sein du Gouvernement et de l'administration, en vertu duquel 25 % des candidatures aux postes électifs et au moins 10 % des postes à pourvoir par nomination doivent être réservés aux femmes;
- Création d'un poste de Conseiller aux questions féminines au sein des cabinets du Président et du Premier Ministre;
- Sensibilisation des cadres supérieurs, notamment les parlementaires, les préfets et les fonctionnaires aux questions intéressant les femmes.

Problèmes de parité entre les sexes

Conscient de cette situation, le Gouvernement nigérien se montre de plus en plus sensible au sort et aux besoins des femmes. Ainsi, on peut constater une meilleure prise de conscience des problèmes des femmes, une volonté politique plus affirmée, une collaboration renforcée avec les partenaires au développement, les ONG et les associations islamiques, et une réelle volonté de prendre en charge les préoccupations des femmes. D'importantes initiatives ont déjà été prises par le Gouvernement et le système des Nations Unies, et les progrès accomplis jusqu'à présent pourraient servir d'exemple pour de nombreux pays africains.

Le Gouvernement a souscrit aux recommandations du Programme d'action de Beijing, élaboré un Plan d'action national et mis en place un comité de suivi. Il a également adopté une poli-

tique nationale de la santé de la reproduction ainsi qu'une stratégie d'information, d'éducation et de communication.

Conscient du rôle important que peuvent jouer les médias à cet égard, le Ministère du développement social a créé en son sein un Service de promotion de la femme et de protection des enfants, dont la mission principale est de sensibiliser les journalistes et les professionnels des médias sur la nécessité de rehausser l'image de la femme à travers des messages et des programmes quotidiens.

Ce qui reste à faire

En dépit des progrès réalisés, les problèmes qui méritent d'être sérieusement pris en charge demeurent nombreux. Les questions relatives à l'égalité entre les sexes restent sensibles et nécessitent des comportements nouveaux. La résistance des dirigeants religieux (notamment les institutions islamiques) et les obstacles socioculturels ne sont

pas encore vaincus. L'égalité et l'équité entre les sexes sont également retardées par des entraves juridiques, particulièrement en matière de succession.

Toutes les parties concernées doivent collaborer plus étroitement pour:

- a) Organiser des activités favorisant l'intégration des questions relatives à l'égalité entre les sexes dans tous les secteurs d'activité, en œuvrant notamment à supprimer les derniers obstacles à caractère religieux et socioculturel qui entravent la réalisation des objectifs et l'application des recommandations de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et du Programme d'action de Beijing.
- b) Coordonner les efforts du Gouvernement et de l'Organisation des Nations Unies pour obtenir des financements bilatéraux et multilatéraux pour les programmes et projets visant à améliorer les conditions socioéconomiques des femmes et à atténuer leur pauvreté.
- c) Organiser des activités de plaidoyer et inciter les autorités à prendre des mesures pour faciliter l'accès des adolescentes célibataires à l'information et aux services en matière d'hygiène sexuelle, réduire les taux des grossesses non souhaitées, des avortements et de leurs complications et des avortements à risques, ainsi que le taux de prévalence du VIH/sida, notamment chez les jeunes de 19 à 24 ans. L'un des moyens d'atteindre ces objectifs consiste à augmenter le taux d'alphabétisation des femmes, et à leur faciliter l'accès à l'éducation et aux autres services sociaux.

Mesures à prendre par le système des Nations Unies

Le système des Nations Unies a un rôle important à jouer dans la promotion et le suivi des questions relatives à l'égalité entre les sexes au Niger. Le Programme d'action de Beijing confie au système des Nations Unies la tâche d'appliquer les recommandations de la Conférence de Beijing et d'en assurer le suivi et l'évaluation. A cet égard, la résolution 47/199 de l'Assemblée générale recommande d'améliorer la coordination des activités opérationnelles du système des Nations Unies au niveau local, par le biais du système des coordonateurs résidents. C'est ainsi qu'un groupe thématique a été créé et des centres de liaison pour les femmes ont été mis en place au sein de chaque organisme des Nations Unies. Ce groupe thématique a pour fonction de faciliter le suivi coordonné du Programme d'action de Beijing, notamment en ce qui concerne l'intégration des questions intéressant les femmes. Composé des représentants de la FAO, du FNUAP, de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), du Programme alimentaire mondial (PAM), du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), de la Banque mondiale et du Centre de développement sous-régional pour l'Afrique de l'Ouest de la CEA, le groupe est chargé des tâches ci-après:

- Création d'une base de données sur les femmes;
- Harmonisation et coordination des différentes activités et initiatives liées à l'intégration des questions intéressant les femmes;
- Élaboration d'une stratégie commune d'aide au Gouvernement;
- Suivi des documents de l'ONU consacrés à la promotion de la femme, notamment ceux de Beijing et Beijing+5;
- Plaidoyer auprès du système des Nations Unies pour l'ouverture de crédits budgétaires pour la promotion d'une approche sexospécifique dans le cadre du groupe;
- Établissement de partenariats entre les centres de liaison pour les questions intéressant les femmes au niveau des sources de financement bilatérales et multilatérales afin d'encourager la mobilisation des ressources et l'assistance pour le renforcement des capacités;
- Mise en œuvre d'un plan d'action pour
 - La programmation des activités;
 - L'appui au renforcement des capacités nationales pour l'établissement de statistiques ventilées par sexe;
 - L'appui au Gouvernement pour la préparation et l'organisation de réunions d'examen des résultats des grandes conférences;
 - L'appui pour la préparation du rapport initial prévu par la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes;
 - L'établissement, avec le concours d'un consultant, d'un rapport annuel exhaustif sur les activités des différents organismes dans le domaine des questions intéressant les femmes.

Compte tenu du faible impact des programmes et projets sur la situation socioéconomique des femmes, le système des Nations Unies envisage d'appuyer le Département de la condition de la femme pour renforcer ses capacités et lui permettre de mieux intégrer les questions intéressant les femmes à ses programmes et projets.

Une ONG au travail: le Centre d'études de la famille africaine (CEFA)

Mabiala Ma Umba, expert en communication pour le développement et l'éducation des adultes, CEFA, Lomé (Togo)

Créé il y a plus de vingt ans, le Centre d'études de la famille africaine (CEFA) est un institut régional qui a pour mission de renforcer les capacités des organisations et des particuliers engagés dans des programmes de population et dans la prestation de services en matière de santé de la reproduction dans les pays d'Afrique subsaharienne. Le Centre organise des activités dans les domaines de l'éducation, de la recherche et de l'assistance technique. Il a élaboré des stratégies dans les domaines de l'éducation et de la communication, qui prennent en compte l'environnement socioculturel des pays africains.

Le Centre participe depuis 1997 à un projet de recherche et d'activités intitulé "Communication pour le développement", mis en œuvre avec le concours financier de l'Agence de la francophonie (ACCT) et du Centre canadien de recherche pour le développement international (CERDI). Le projet est en cours d'exécution dans 23 localités de six pays d'Afrique de l'Ouest: Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée, Niger et Sénégal.

Communication pour le développement

Le projet a mobilisé les associations des collectivités locales ou "Centres de lecture et d'animation culturelle" (CLAC). Les activités de communication ont été conçues en fonctions des

besoins de la population et des caractéristiques de l'environnement socio-culturel local. Plus concrètement, les Centres de lecture et d'animation culturelle ont conçu et organisé, avec la participation des collectivités locales, des activités de communication dans certains domaines comme la santé de la reproduction et la protection de l'environnement.

Le Centre d'études de la famille africaine a été associé à ce projet afin de prêter son concours pour la conception et la mise en œuvre des activités de communication. C'est ainsi qu'il a aidé les Centres de lecture et d'animation culturelle à établir un lien entre l'aspect théorique du développement local et les activités sur le terrain. Il a également contribué à renforcer le dialogue entre ces centres qui veulent jouer un rôle dans le développement local, et les techniciens et experts avec lesquels il entretient des relations de partenariat.

Les jeunes mobilisent les jeunes dans la lutte contre le VIH/sida

L'une des activités entreprises dans le cadre du projet "Communication pour le développement" a permis de mobiliser des jeunes dans la lutte contre la pandémie du VIH/sida dans les petites villes rurales de Tibiri et Dikodougou. Tibiri, qui compte 32 000 habitants, se trouve à 600 km de Niamey (Niger), et Dikodougou est

située à environ 700 km d'Abidjan (Côte d'Ivoire) et abrite une population de 15 000 personnes. Depuis 1998, les jeunes de ces deux villes se sont fixé pour objectif de freiner la propagation des maladies sexuellement transmissibles (MST) et du VIH/sida parmi la population jeune. Dans le cadre des Centres de lecture et d'animation culturelle, les jeunes eux-mêmes ont sélectionné ces priorités pour leur collectivité et ont entrepris de les concrétiser sur le terrain avec des objectifs modestes mais néanmoins tangibles.

Les jeunes ont donc entrepris d'expliquer aux autres jeunes de 15 à 35 ans que le sida est une vraie maladie. Avec l'appui d'experts médicaux spécialisés, ils ont également appris aux autres le mode de transmission du VIH/sida et les moyens de se protéger. Le bilan des activités menées à Tibiri et à Dikodougou indique que le succès du projet est dû à la mobilisation des jeunes par d'autres jeunes motivés. Le projet a également permis de faire participer les associations locales et d'utiliser des techniques de communication qui prennent en compte l'environnement socio-culturel de la communauté.

Pour de plus amples informations, prendre contact avec le CEFA à l'adresse ci-après: B.P.89259, Lomé (Togo). Tél.: 228-223640, télécopie: 228-223587, adresse électronique: cef@cafe.tg

Concilier la conservation des ressources et la santé de la reproduction: Population Action International

L'Organisation non gouvernementale Population Action International a mis au point des programmes dans les domaines de la population et de l'environnement au niveau des collectivités, qui intègrent certains aspects liés à la conservation des ressources naturelles ou autres activités dans le domaine de l'environnement, et à la fourniture de services en matière de santé de la reproduction, notamment la planification familiale. Entre autres arguments à l'appui de cette idée, il y a l'espoir d'atténuer la pression des populations locales sur les écosystèmes et de satisfaire les besoins humains les plus pressants de manière efficace et rationnelle.

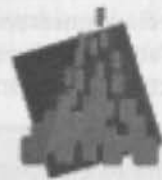
En quoi la notion de programme en matière de population et d'environnement à l'échelle des collectivités est-elle cruciale pour les pays en développement?

Santé et bien-être des femmes et des familles

Depuis une décennie, les spécialistes de la conservation des ressources ou du développement sont de plus en plus nombreux à signaler que les femmes n'hésitent plus à demander de l'aide pour prévenir les grossesses non souhaitées. Ce type de demande est lié au fait que les collectivités estiment que la croissance de la population locale contribue à l'épuisement des ressources naturelles essentielles, notamment la terre et l'eau potable.

Diversité biologique

D'après des études récentes, la perte de la diversité biologique est due à différentes causes, notamment la croissance de la population, la migration vers les zones écologiquement fragiles, la pauvreté et l'iniquité, les politiques qui favorisent l'exploitation non durable des ressources et l'indifférence à l'égard de l'environnement. L'augmentation de



Population Action
INTERNATIONAL

la demande pour les produits alimentaires et le logement, qui est directement liée à la croissance de la population, y a aussi grandement contribué.

Plus de 1,1 milliard de personnes vivent actuellement dans les vingt-cinq zones du monde les plus riches en diversité biologique. Ces zones abritent près

de 20 % de la population mondiale, bien qu'à l'origine elles ne couvraient que 12 % des terres émergées de la planète.

Forêts

Le rapport forêt/population, simple division de la surface du massif forestier d'un pays par le nombre d'habitants,

Relations entre population et environnement au niveau des collectivités

Conclusions de l'analyse de la notion de programmes en matière de population et d'environnement au niveau des collectivités et des projets qui y sont liés:

- De nombreux projets ont permis d'améliorer l'accès aux services de planification familiale. Certains rapports font état d'une participation accrue aux activités liées à la conservation des ressources que l'on peut attribuer à l'accès aux services de planification de la famille.
- À elle seule, une organisation ne peut offrir les services de planification familiale et de conservation des ressources. Les partenariats entre les prestataires de services de planification familiale et les organisations s'occupant de l'environnement ou du développement sont fortement encouragés. À titre d'exemple, les agents de terrain pourraient orienter les personnes intéressées vers les prestataires qualifiés de services en matière de santé de la reproduction ou d'environnement.
- Les principales contraintes sont dues à l'inexpérience des organismes dans les domaines des ressources naturelles ou de la population, et à l'idée très répandue selon laquelle la fourniture de services de planification familiale équivaut à un "contrôle de la population". L'opposition de nature religieuse et culturelle à la contraception, couplée au faible niveau d'éducation et à la condition sociale précaire des femmes, demeure forte, surtout dans les zones rurales où un grand nombre de projets de ce type sont implantés.
- La condition essentielle du succès de ces projets semble être la participation active des femmes. Lorsque ces dernières ont la possibilité d'exposer leurs besoins sans crainte, le souhait d'espacer ou de limiter les grossesses en toute sécurité est souvent leur préoccupation première. Par ailleurs, la possibilité de gérer leur propre fécondité libère les femmes, qui peuvent dès lors gérer et conserver les ressources naturelles dont dépend la survie de leur famille.
- Le succès de ces projets dépend également de la disponibilité à répondre aux vœux des collectivités, de la volonté d'adopter une approche intégrée des activités liées à l'environnement, au développement et à la population, et de la détermination à rechercher des partenariats institutionnels en dehors des réseaux traditionnels.

permet d'évaluer le nombre de personnes disposant de faibles ressources forestières et de faire des projections sur l'avenir. Dans certains pays, le rapport forêt/population baisse alors que les forêts s'étendent, tout simplement parce que la croissance de la population est plus forte que celle des forêts.

Éducation

La préservation des ressources naturelles de la planète est étroitement liée à la santé et au bien-être des femmes. En investissant dans l'éducation des filles, on leur permettra de contribuer à l'économie de leur pays et de décider librement de fonder une famille lorsqu'elles sont prêtes à le faire. En outre, le fait que les femmes sont majoritaires dans l'agriculture, l'éducation, à l'école et en dehors, revêt une importance particulière en ce qu'il leur permettra de mieux s'imprégner de la nécessité de gérer les ressources naturelles de manière rationnelle.

Population et espoir

Les problèmes d'environnement auxquels l'humanité devra faire face en ce XXI^{ème} siècle et au-delà seraient

moins difficiles à résoudre si la croissance de la population était lente ou nulle. La population est l'une des variables qui influe sur la disponibilité de chacune des ressources naturelles dont il est question ici.

L'adoption de politiques de population intégrées est un élément essentiel d'une stratégie de développement mondiale qui engloberait l'accès aux services de la santé de reproduction, à l'éducation

et aux avantages économiques, aux techniques nouvelles d'exploitation de l'énergie et des ressources naturelles, ainsi qu'à des modes de consommation plus rationnels et à une vie décente. Ainsi, l'humanité vivra en harmonie avec l'environnement et les ressources naturelles dont dépend sa survie.

Source: Site Web de Population Action International: <http://www.populationaction.org>

Programmes en matière de population et d'environnement au niveau des collectivités

Travaillant en équipe, une infirmière et un agent de vulgarisation agricole constituent un couple inattendu, qui enseigne en même temps les techniques de conservation des sols et la planification familiale dans les villages reculés de la chaîne andine équatorienne. Leur engagement à l'égard de ces communautés a redonné vie à un dispensaire local qui était sur le point de fermer ses portes faute de clients.

Des volontaires de villages tibétains près du Mont-Everest jouent le double rôle d'agents des services de planification familiale et d'agents de la conservation des parcs. Leur travail a permis d'améliorer à la fois la santé de la population et l'état de l'environnement.

Ces programmes et d'autres programmes similaires dans les pays en développement associent les efforts visant à protéger l'environnement et les ressources naturelles aux actions destinées à améliorer la santé des femmes et de leurs familles. Les programmes en matière de population et d'environnement au niveau des collectivités mettent à profit l'interdépendance logique entre la gestion de la fécondité et de la famille et la gestion de l'environnement dont dépend toute vie.

Relations entre la population, l'environnement et l'agriculture en Ethiopie: au-delà des moyens de subsistance durable?

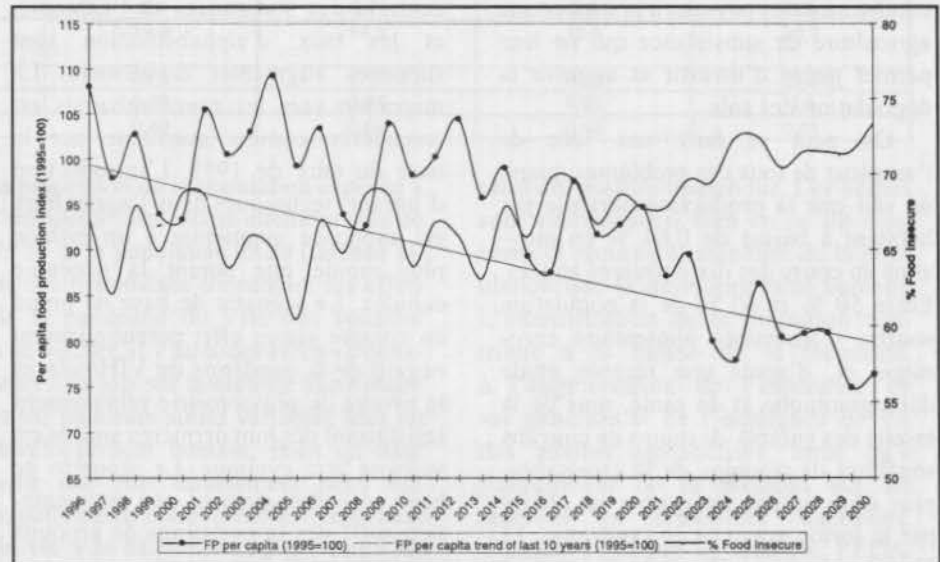
Dans les deux premiers numéros du Bulletin de la population et du développement de l'Afrique, publiés respectivement en juillet 1999 et juillet 2000, nous avons brièvement présenté la structure du modèle PEDa et analysé son application. Dans cette édition, nous examinerons quelques résultats des projections pour l'Ethiopie, pays où le modèle est le plus avancé de par son harmonisation avec les caractéristiques propres à ce pays. Toutefois, comme cette harmonisation n'est pas encore achevée, les résultats des projections doivent être considérés comme étant purement indicatifs et valables uniquement pour les activités de plaidoyer. Les données et les scénarios pour l'Ethiopie ont été établis par la CEA. Les applications minutieuses du modèle PEDa devraient être réalisées en collaboration avec une équipe d'experts nationaux, ce que préconise la CEA aux instituts de recherche nationaux et sous-régionaux.

Analyse de la situation

Les reportages des médias internationaux sur les graves problèmes de sécurité alimentaire en Ethiopie sont courants et parlent de "famine causée par la sécheresse", réduisant ainsi une crise multiforme à une simple question de pluviométrie. En réalité, l'Ethiopie est confrontée à des problèmes structurels liés à la croissance excessive de la population, à la dégradation de l'environnement et à la faiblesse de la productivité agricole. Dans ce contexte, de légères perturbations, comme par exemple la baisse de la pluviométrie ou l'isolement induit par des conflits, suffisent pour briser le fragile équilibre existant et provoquer une famine.

Le taux de croissance démographique élevé de l'Ethiopie est la conséquence directe d'une forte fécondité. De fait, l'indice synthétique de fécondité (ISF)

Graphique 1 : Évolution de la production alimentaire par habitant et pourcentage de la population exposée à l'insécurité alimentaire d'après le scénario de base.



qui dépassait largement le seuil de 7, vient tout juste d'amorcer une baisse. Si l'on ajoute à cela une légère baisse du taux de mortalité depuis les années 60, on obtient un taux de croissance de la population de l'ordre de 3 % par an. Selon les projections démographiques établies par les organismes officiels sur la base de la variante moyenne, la population aura plus que doublé d'ici à 2010, ce qui suppose un taux de croissance de 2,4 % par an.

La dégradation de l'environnement constitue une autre contrainte de taille qui entrave la création de moyens de subsistance durables pour nombre d'Éthiopiens des zones rurales. Outre des taux de déforestation élevés, ce qui en soi comporte un certain nombre d'effets négatifs, l'érosion et la dégradation des sols entraînent une baisse de la production des terres. On estime que 18 % des hauts plateaux éthiopiens ne pourront plus être exploités durablement d'ici à 2010. En plus des modes et des techniques d'exploitation, la nature du terrain et l'intensité des pluies à cer-

taines périodes constituent deux facteurs importants qui contribuent à l'érosion des sols. Près du tiers des hauts plateaux ont des pentes de plus de 30 %, ce qui facilite l'érosion lorsque la végétation est arrachée. La dégradation des sols a été aggravée par des siècles d'exploitation sans aucun investissement dans la conservation des terres. Les résidus des récoltes servent d'aliment pour le bétail, et le fumier est utilisé comme combustible au lieu d'enrichir la terre. Ces pratiques ont donc naturellement favorisé la perte des nutriments vitaux et l'affaiblissement de la capacité des sols à retenir l'humidité.

Cette dégradation des ressources naturelles est particulièrement inquiétante étant donné que l'agriculture demeurera pendant longtemps encore la colonne vertébrale de l'économie éthiopienne. Elle représente 51 % du PIB du pays et emploie 85 % de la population. Les perspectives d'amélioration des rendements du secteur agricole ne sont guère brillantes car, outre les problèmes d'environnement, les agricul-

eurs sont confrontés à de nombreuses contraintes liées à la taille de plus en plus réduite des exploitations, à la précarité du statut foncier, aux lacunes des marchés agricoles (en partie dues à l'absence d'infrastructures) et à la faiblesse des structures de recherche agronomique et du système de vulgarisation. Un grand nombre de ces contraintes sont interdépendantes et condamnent les paysans à pratiquer une agriculture de subsistance qui ne leur permet guère d'investir et aggrave la dégradation des sols.

On peut se faire une idée de l'ampleur de tous ces problèmes quand on sait que la production agricole par habitant a baissé de 0,64 % en moyenne au cours des dix dernières années. Entre 50 % et 60 % de la population souffre d'insécurité alimentaire chronique et, d'après une récente étude démographique et de santé, plus de la moitié des enfants de moins de cinq ans souffrent de troubles de la croissance, plus d'un enfant sur quatre est atteint par la forme grave de ce syndrome, 11 % des enfants souffrent de dénutrition modérée et un enfant sur quatre souffre de dénutrition grave. Il est vrai que la guerre et les conflits ont contribué à cette situation, et que la croissance économique relativement rapide du milieu des années 90 est encourageante, mais, si l'on veut éviter un scénario de type Malthusien, il faut absolument déployer des efforts concertés et soutenus au niveau des différents secteurs de la société et de l'économie.

Le modèle PEDA appliqué à l'Éthiopie

La question de l'établissement des données de base pour l'Éthiopie et de l'estimation de certains paramètres généraux du modèle ainsi que les hypothèses qui sous-tendent le scénario de base et les autres scénarios ont été traités en détail par ailleurs³. On

se bornera donc à indiquer que nous nous sommes appuyés, dans la mesure du possible, sur les données issues de l'observation. Toutefois, certaines données n'étant pas disponibles ou très difficiles à obtenir, nous avons fait des estimations généralement optimistes. Les hypothèses relatives à la fécondité et à la mortalité reprennent les hypothèses de la variante moyenne de l'Autorité centrale des statistiques de l'Éthiopie, et les taux d'alphabétisation sont supposés augmenter rapidement. La migration vers les zones urbaines est considérée comme constante sur la base du taux de 1995. L'introduction d'intrants techniques dans l'agriculture est supposée augmenter à un rythme plus rapide que durant la décennie écoulée. Le scénario de base ne prend en compte aucun effet potentiellement négatif de la pandémie du VIH/sida, et le niveau de pluviométrie relativement satisfaisant des huit dernières années est supposé être cyclique. Le scénario de base prévoit également une augmentation nette des importations de produits alimentaires de 2 % par an.

Outre le scénario de base, nous avons mis au point trois autres scénarios qui tiennent compte respectivement du VIH/sida, de la sécheresse et de la migration. Tous les trois s'appuient sur la plupart des hypothèses du scénario de base. Dans le scénario du VIH/sida, les niveaux de morbidité augmenteront rapidement durant la dernière moitié des années 90 pour atteindre 2 % en 2000. Après cette date, ils se situeront autour de 2,15 % durant la prochaine décennie, avant de retomber progressivement. Les hypothèses relatives à l'espérance de vie ont été modifiées pour être réduites de 10 ans en 2030 par rapport à l'hypothèse qui ne tient pas compte du VIH/sida. On a, en outre, retenu un autre modèle pour les autres variables socioéconomiques les plus susceptibles d'être affectées par la pandémie. Il s'agit

notamment des intrants financiers dans l'agriculture et des tendances futures des taux d'alphabétisation. Le scénario de la sécheresse suppose deux périodes successives de faible pluviométrie, tandis que le scénario de la migration envisage un taux de migration vers les zones urbaines plus élevé.

Résultats de la simulation du scénario de base

Bien que le scénario de base s'appuie sur des hypothèses plutôt optimistes, les résultats projetés ne sont pas aussi favorables que l'on aurait pu s'y attendre. Comme indiqué plus haut, la production par habitant en Éthiopie a baissé de 0,64 % par an en moyenne dans les années 90. Aux fins d'illustration, cette tendance linéaire est appliquée tout au long de la période de projection sur le graphique 1. Ne tenant pas compte des variations d'une année à l'autre de la production par habitant en fonction des fluctuations de la pluviométrie, nos projections sur les 25 prochaines années présentent en fait une image légèrement plus positive. Cependant, la production agricole par habitant a tendance à baisser à un rythme alarmant pour atteindre moins de 80 % de son niveau de 1995. En ce sens, les perspectives de notre scénario de base optimiste demeurent très incertaines.

De même, la proportion de la population exposée à l'insécurité alimentaire devrait augmenter de près de 10 % durant la période considérée. Outre la production alimentaire et la croissance de la population, cette variable reflète également les changements au niveau des pertes après récolte, et les importations nettes de produits alimentaires. À cet égard, nos hypothèses positives n'ont pas non plus permis de résoudre le problème de la sécurité alimentaire dans le pays. En fait, il semblerait que la synergie entre la population, l'environnement et l'agriculture en Éthiopie soit désor-

³ Modeling Population - Environment - Development - Agriculture Interactions for Science Policy Communication and advocacy in Africa: the PEDA model, par Luz, Scheriove, Makinwa-Abdebusoye et Reniers. Document présenté à la XXIV^{ème} Conférence générale de l'Union internationale pour l'étude scientifique de la population (UIESP), Salvador, (Brésil), 18-24 août 2001

Tableau 1: résultats des projections du scénario de base et des scénarios de rechange

Indicateur	Année	Scénarios			
		Scénario de base	VIH	Sécheresse	Migration vers les zones urbaines
Population totale	2030	132,8	119,9	132,9	130,3
	2050	195,3	164,7	195,7	187,7
% de la population exposée à l'insécurité alimentaire	2030	73,3	77,2	75,2	72,8
	2050	93,7	98,0	98,1	83,4
Espérance de vie	2030	66,5	55,9	66,4	67,0
	2050	65,8	55,0	65,6	67,1
	2030	3,5	3,6	3,5	3,3
	2050	3,6	3,7	3,6	3,3
Espérance de vie des adultes alphabétisés (+ de 15 ans)	2030	19,9	14,3	19,9	20,7
	2050	23,4	17,7	23,3	25,6
Terre (R(t))	2030	0,86	0,83	0,85	0,9
	2050	0,49	0,51	0,48	0,61

mais en dessous du seuil de durabilité.

La dégradation des réserves de ressources naturelles est à l'origine de cette régression de la production alimentaire par habitant. D'après le modèle PEDA, la croissance rapide de la population favorise la dégradation des terres qui constituent précisément l'un des principaux facteurs de production. Les couches rurales, illettrées et exposées à l'insécurité alimentaire, épuiseront inévitablement ces ressources naturelles pour assurer leur survie. D'après nos projections, la population totale devrait doubler d'ici 2030 et, en dépit de nos hypothèses positives qui prévoient une amélioration des taux d'alphabétisation, une tendance à la baisse de la fécondité et une augmentation des intrants financiers et techniques dans l'agriculture, la proportion de la population rurale exposée à l'insécurité alimentaire devrait plus que doubler d'ici à 2030. À la même date, les terres arables ne conserveraient que 86 % de leur capacité de production à la même date (voir tableau 1).

Résultats des scénarios de rechange

Les perspectives du scénario du VIH/sida sont pires que celles du scénario de base. Outre l'énorme impact au plan humain, la production alimentaire par habitant n'atteindra même pas les trois quarts de son niveau de 1995, de sorte que

la proportion de la population exposée à l'insécurité alimentaire atteindra plus de 75 % de la population totale (tableau 1). Si nos hypothèses concernant les effets de la pandémie du VIH/sida venaient à se vérifier, il y aura des effets dévastateurs à la fois sur la sécurité alimentaire et sur plusieurs autres variables liées au développement humain. Bien qu'étant pour une part directement liées aux hypothèses de notre scénario, l'espérance de vie à la naissance et l'espérance de vie des adultes alphabétisés devraient être beaucoup plus courtes que dans le scénario de base.

Les projections relatives aux deux autres scénarios ont également donné des résultats qui méritent d'être signalés. Outre les graves problèmes de sécurité alimentaire qui se posent durant les périodes de faible pluviométrie, la sécheresse a des effets négatifs à long terme sur la synergie entre la population, l'environnement et l'agriculture, qui prolongent la durée même de la sécheresse. Ces effets se reflètent dans la valeur de la réserve de ressources naturelles, exprimée par la formule Terre (R(t)), à la fin de la période de projection qui est inférieure à celle du scénario de base, et dans l'augmentation de la proportion de la population en situation d'insécurité alimentaire (voir tableau 1). En revanche, le scénario de la migration comporte peut-être des

résultats positifs inattendus. Les acquis sont visibles aussi bien en ce qui concerne la sécurité alimentaire de la population que le développement humain. L'intensification de la migration contribue à la baisse de la fécondité, à l'augmentation de l'espérance de vie générale et de l'espérance de vie des adultes alphabétisés, ainsi qu'à l'allègement de la pression sur les réserves de ressources naturelles. Comme l'indique le modèle PEDA, la migration vers les zones urbaines, si elle est accompagnée par des politiques d'aménagement urbain appropriés, pourrait être considérée comme partie intégrante d'une stratégie pour la prise en charge du problème de la sécurité alimentaire en Éthiopie.

Conclusion

Aucun des scénarios présentés jusqu'ici n'est en mesure de briser le cercle vicieux découlant des effets conjugués de la forte croissance de la population, de la dégradation continue de l'environnement et de la baisse constante de la production agricole par habitant. Trois autres scénarios s'appuyant respectivement sur la technologie, la fécondité et l'éducation, ainsi que les deux autres scénarios combinés qui

Suite page 37

² The number of years a person is expected to live in a literate status from the age of 15 onwards. More details on this output variable can be found in the PEDA Technical Manual.

Population, sécurité alimentaire et environnement au Cameroun¹

Aka Kouamé, Samson Lamle et Gueye Abdoulaye²

Au lendemain de l'indépendance, les gouvernements des pays d'Afrique subsaharienne espéraient améliorer considérablement les conditions de vie de leurs populations. Ils ont élaboré de nombreux programmes de développement dans différents domaines pour atteindre cet objectif mais, en dépit des efforts déployés, les résultats n'ont pas toujours été à la hauteur des espérances. La situation a commencé à se détériorer au début des années 80 lorsque la majorité des pays sont entrés dans une phase de récession majeure, de laquelle nombre d'entre eux ne sont pas encore sortis. À partir de cette date, la pauvreté a commencé à se propager rapidement, et une partie de plus en plus importante de la population se retrouve dans l'incapacité de subvenir à ses besoins essentiels. La lutte contre la pauvreté, qui est désormais au centre des interventions dans le domaine du développement dans le continent, est menée sur plusieurs fronts en raison de la multiplicité des causes de ce fléau.

Pauvreté et développement durable

L'une des hypothèses la plus souvent avancée pour analyser la problématique de la pauvreté met l'accent sur l'interdépendance entre la population, l'agriculture et l'environnement. Pour satisfaire les besoins de plus en plus importants d'une population pauvre en croissance rapide, les ressources naturelles disponibles sont exploitées de manière intensive en raison du manque de technicité et de la faiblesse

de l'épargne et de l'investissement, accélérant ainsi la dégradation de l'environnement. Dans la mesure où nous ne pouvons pas satisfaire les besoins des populations malgré l'abondance des ressources naturelles, qu'en sera-t-il lorsque ces ressources seront épuisées? De là découle l'hypothèse du cercle vicieux de la pauvreté, laquelle ne s'explique pas seulement par l'épuisement des ressources naturelles, mais aussi par le faible niveau de mise en valeur des ressources humaines qui, à son tour, est dû à l'insuffisance de la nourriture, de l'éducation et des soins de santé. Il faudrait donc adapter les techniques agricoles pour éviter un tel processus, comme le suggère la théorie de Boserup. Là où l'on a procédé à cette adaptation, la dégradation des ressources naturelles a été freinée. En revanche, en l'absence d'améliorations techniques, la dégradation de l'environnement est inévitable.

Pour éviter ce scénario, une nouvelle approche du développement est préconisée dans les instances internationales. Cette approche met l'accent sur la lutte contre la pauvreté d'une part, et le développement durable de l'autre, en se fondant sur le principe de l'interdépendance entre la population, l'agriculture et l'environnement.

La situation au Cameroun

La présente étude tente d'analyser la situation au Cameroun dans le cadre de la mise en œuvre de cette approche. Différentes études montrent que le Cameroun risque d'être confronté au cercle

vicieux de la pauvreté si des mesures appropriées ne sont pas prises. En effet, malgré son énorme potentiel en ressources naturelles, le Cameroun n'est pas épargné par le problème de l'insécurité alimentaire.

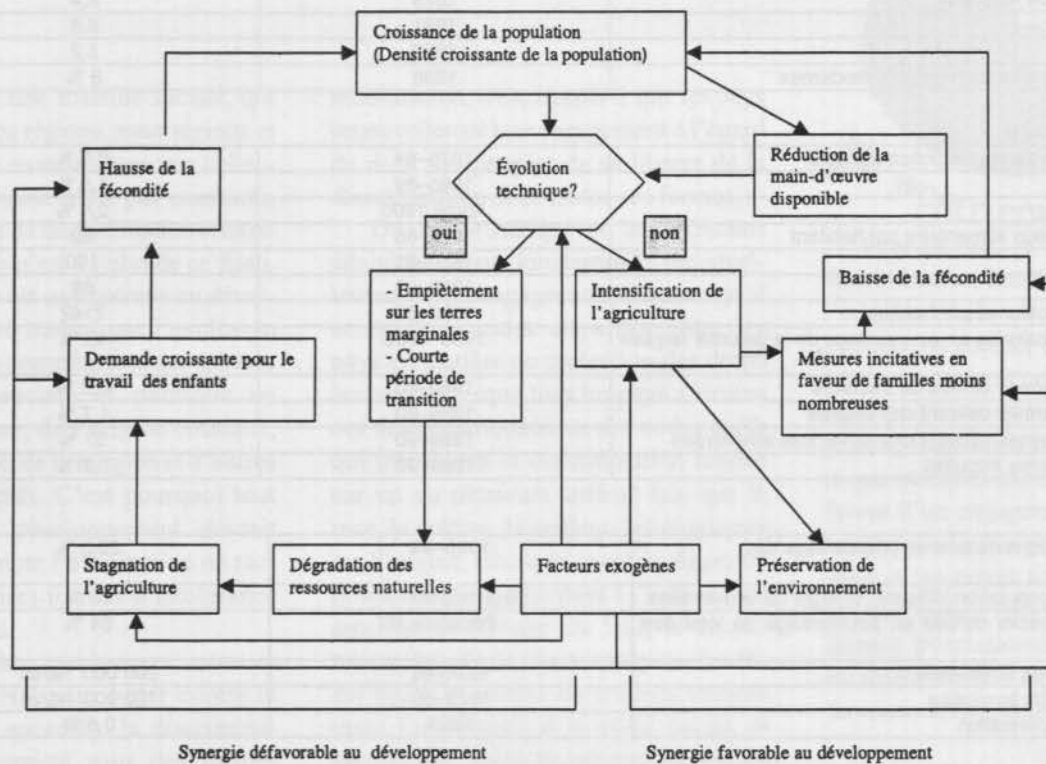
Cette situation est en partie due à la nature archaïque des techniques agricoles qui empêchent toute amélioration des rendements. Il faut ajouter à cela un régime foncier qui ne favorise pas l'accès équitable à la terre pour tous, un système de crédit agricole inadapté et des difficultés d'acheminement des produits agricoles vers les marchés existants.

Par ailleurs, le fait qu'une partie de la population soit exposée à l'insécurité alimentaire prouve notamment que l'augmentation de la production agricole ne suit pas le rythme de la croissance démographique, laquelle pourrait être l'un des facteurs à l'origine de l'insécurité alimentaire au Cameroun. Le rythme très rapide de la croissance démographique découle essentiellement d'un taux de fécondité élevé qui, à son tour, s'explique par la nature rudimentaire des techniques de production agricole, la précarité de la condition des femmes, le faible niveau des ressources humaines, le taux toujours élevé de la mortalité infantile, etc. Même si, en dépit de la forte croissance de sa population, le Cameroun ne souffre pas encore de la pression démographique, les pratiques agricoles et l'exploitation intensive de la forêt ont eu des effets négatifs non négligeables sur les ressources naturelles. Le processus de dégradation de l'environnement est bel et bien entamé.

¹ D'après l'étude intitulée "Population, agriculture et environnement au Cameroun: une analyse des interrelations et des politiques mises en œuvre", réalisée par Aka Kouamé, Samson Lamle et Gueye Abdoulaye à la demande de la Commission économique pour l'Afrique.

² Les auteurs, professeurs à l'IFORD, remercient les responsables des Ministères de l'agriculture, de l'eau et de l'énergie, de l'environnement et des forêts, de l'éducation, de l'économie et des finances, de la santé ainsi que la Direction des statistiques et la Mission permanente de la Banque mondiale, pour leur avoir facilité l'accès aux documents et aux données nécessaires à cet article. Les auteurs tiennent également à remercier Ngoy Kishimba, Koné Hamidou, Comao Elise, Amoa Jeanne et Olomo Lucie pour leur contribution à la collecte et au traitement des données utilisées pour cette étude.

Relations entre la population, l'agriculture et l'environnement



Pour toutes ces raisons, et même si la situation n'est pas encore critique de ce point de vue, on ne peut pas dire qu'elle soit brillante. Le pays est déjà confronté au problème du développement durable, sa sécurité alimentaire est compromise par les faibles rendements des cultures vivrières et la dégradation de l'environnement se poursuit.

Approche intégrée des politiques de développement

L'analyse des politiques révèle que les autorités sont conscientes de tous ces problèmes et qu'elles ont pris des mesures pour y faire face. Durant ces dernières années, le gouvernement camerounais a élaboré des politiques et des programmes pour améliorer durablement la prospérité de la population. C'est ainsi qu'il a entrepris de réformer les politiques sectorielles, notamment dans les domaines de la population, de l'agriculture et de l'environnement, afin d'accélérer la transition démographique grâce à la généralisation des programmes de planification familiale et l'organisation de programmes de sensi-

bilisation en faveur de familles moins nombreuses. Ces programmes portent notamment sur l'amélioration de la condition de la femme et des techniques de production et le renforcement de l'éducation, de la santé des enfants et de la sécurité alimentaire. Les mesures destinées à augmenter la production de cultures vivrières visent notamment à améliorer les conditions de production par le renforcement du système de crédit, l'encouragement des cultures vivrières, l'élimination progressive des obstacles qui entravent l'écoulement de la production, et l'adoption d'une politique appropriée en matière de prix et de commercialisation. Ces mesures visent également à améliorer la productivité du secteur traditionnel grâce à l'emploi des techniques modernes pour économiser l'énergie humaine.

La politique agricole a également pour but de réduire les obstacles qui entravent l'accès à la terre pour tous. La politique de l'environnement vise pour sa part à améliorer la gestion des ressources naturelles et à protéger la diversité biologique, notamment à trav-

ers la protection du couvert forestier, la préservation et la mise en valeur des terres de parcours, la protection et la restauration des sols, le renouvellement des ressources forestières (reboisement, régénération, gestion des plantations forestières), la promotion des techniques agricoles et pastorales et la participation des populations locales.

Outre les objectifs propres à chacun de ces secteurs, ces politiques visent également à obtenir des résultats dans les deux autres secteurs. C'est le cas de la politique de la population, qui concerne aussi bien l'agriculture que l'environnement. C'est aussi le cas de la politique de l'environnement, qui a notamment pour but de créer les conditions d'une croissance durable de la production agricole. La nouvelle politique agricole favorisera également la transition démographique et la protection de l'environnement à travers l'amélioration des instruments prévus à cet effet, la transformation de la relation à la terre à tous les niveaux de la population et l'intensification de l'agriculture.

Démographie

Taux de croissance de la population	1960-96	2,9 %
Indice synthétique de fécondité	1978	6,4
	1991	5,8
	1998	5,2
Taux de prévalence des contraceptifs modernes	1998	8 %

Sécurité alimentaire

Taux de croissance de la production agricole	1975-84	0,6 %
	1985-89	1,5 %
	Après 1990	2,8 %
Indice de la production alimentaire par habitant	1964-66	89
	1970-81	100
	1989-90	89
Consommation de calories par habitant	1986-89	2142
Consommation de calories en pourcentage de la quantité requise (2 400)	1986-1989	92 %
Pourcentage des fermes dotées de tracteurs	1989-90	0,2 %
Pourcentage des fermes utilisant des engrais	1989-90	1,7 %
Pourcentage des fermes utilisant des semences améliorées	1989-90	57 %
Pourcentage des terres irriguées	1989-90	0,2 %

Environnement

Valeur des exportations de bois en pourcentage des exportations totales	1995-96	20,3 %
Pourcentage de la population utilisant l'énergie de la biomasse	Décennie 90	80 %
Énergie de la biomasse utilisée en pourcentage du total des énergies utilisées	Décennie 90	64 %
Régression des terres forestières	1976-86	200 000 ha/an
Régression des forêts tropicales	1976-86	100 000 ha/an
Taux annuel de déforestation	1993	0,6 %

Mise en œuvre des politiques

De ce point de vue, la politique de développement du Cameroun correspond à l'approche intégrée qui met l'accent sur les interrelations entre la population, l'agriculture et l'environnement. Le succès de toutes ces politiques permettrait au pays d'inverser le processus d'appauvrissement de sa population tout en assurant la continuité de son développement. Cela étant, la

formulation des politiques est une chose mais leur mise en œuvre en est une autre. Dans la mesure où l'approche intégrée suppose des interventions simultanées sur plusieurs fronts dans un contexte marqué par la rareté des ressources financières du fait de la dette, le pays disposera-t-il des moyens nécessaires pour atteindre les objectifs de ces politiques? Si l'on tient compte des prévisions et des résultats obtenus jusqu'à présent, il est à craindre que le pays ne

sera pas en mesure d'assurer le succès de toutes ces politiques. L'appui constant de la communauté internationale est indispensable pour garantir la durabilité du développement du Cameroun.

Etant donné que le pays a déjà fait sienne l'approche intégrée, il n'y a pas lieu de convaincre les autorités du bien-fondé de cette théorie. Il serait plus indiqué de mettre l'accent sur la méthode la plus efficace et la plus économique pour sa mise en œuvre.

L'égalité, la justice et la dignité

Le racisme est une maladie sociale, qui touche toutes les régions, sous-régions et collectivités du monde. Dans une collectivité où le racisme n'est pas combattu, d'autres formes de discrimination coexistent et personne n'est à l'abri de ce fléau.

Le racisme est une entrave au développement. Il se traduit par l'exclusion de nombreuses compétences des sphères économique, sociale et politique en raison de la race, de l'origine ethnique, de la nationalité, de la religion et d'autres critères subjectifs. C'est pourquoi tout débat sur le développement devrait prendre en compte l'élimination du racisme et des autres formes d'intolérance qui y sont liées.

En dépit des nombreuses mesures prises par l'ONU pour lutter contre le racisme (voir encadré), la discrimination raciale persiste sous des formes plus complexes. Avec l'avènement de l'Internet et l'intensification des migrations, de nouvelles formes de haine, de délits et de harcèlement sont apparues.

L'Afrique et les Africains ont connu certaines des formes les plus abjectes de racisme. À cet égard, on ne peut s'empêcher de penser au génocide du Rwanda, sans parler de l'esclavage, de la colonisation et des nombreuses guerres civiles qui ont pour motifs la haine et l'intolérance.

L'Afrique a également redonné espoir au reste du monde en démontrant qu'en faisant preuve de persévérance et d'engagement, il était possible d'éradiquer le racisme et les maux sociaux connexes. La défaite du système de l'apartheid a valeur d'exemple pour le monde épris d'égalité, de justice et de dignité.

L'année 2001 a été proclamée Année internationale de la mobilisation contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance. L'Organisation des Nations Unies prévoit également d'organiser une Conférence mondiale contre le racisme qui se tiendra du 21 août au 7 septembre 2001 à Durban (Afrique du Sud). Avec une telle

mobilisation, il est à espérer que les pays renouvelleront leur engagement à l'égard du droit des peuples de se libérer de la discrimination sous toutes ses formes.

De fait, l'Afrique et les Africains attendent depuis longtemps le renouvellement de cet engagement, d'autant qu'il existe de grandes disparités entre les pays en matière de protection des droits humains. Presque tous les pays africains ont des constitutions ou des codes civils qui interdisent la discrimination fondée sur un ou plusieurs critères tels que la race, la culture, la couleur, les croyances ou l'origine ethnique, mais le degré de protection varie d'un pays à l'autre. C'est ainsi qu'en Afrique du Sud, la constitution interdit la discrimination fondée sur toute une série de critères, notamment l'incapacité et le statut social, et prévoit des voies de recours juridiques pour ceux qui s'estiment victimes de discrimination. Cependant, les comportements et les pratiques bien enracinées, ainsi que le manque de moyens limitent la portée de ces dispositions.

Le Gouvernement seychellois procède le droit de vivre à l'abri de toutes les formes de discrimination, mais n'interdit pas explicitement la discrimination fondée sur ces critères.



Pour sa part, la Tanzanie interdit la discrimination fondée sur la nationalité, l'origine tribale ou ethnique, l'opinion politique, la couleur et la religion. Sa législation ne prévoit cependant pas de protection contre la discrimination fondée sur le sexe, l'âge ou le handicap. Ce ne sont là que quelques exemples qui militent en faveur d'un engagement renouvelé et de mesures concrètes pour éradiquer le racisme et les autres formes d'intolérance. Le fait que l'Afrique abrite la Conférence internationale contre le racisme est révélateur de l'engagement renouvelé du continent à l'égard de cette question.

1. Country Reports on Human Rights Practices, Département d'État américain. Disponible sur le site Web: http://www.state.gov/www/global/human_rights/1998_hrp_report/98hrp_report_africa.html

Site Web de l'ONU consacré à la Conférence internationale contre le racisme: <http://www.un.org/WCAR/>

Mesures prises par l'ONU en faveur de la dignité humaine et de l'égalité

- Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale, 21 mars
- Convention sur la prévention et la répression du crime de génocide, 1948
- Déclaration sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, 1963
- Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, 1965
- Convention internationale sur la suppression et la répression du crime d'apartheid, 1973
- Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, 1979
- Première décennie de la lutte contre la discrimination raciale, 1973-1982
- Première Conférence mondiale sur la lutte contre le racisme et la discrimination raciale, 1983
- Deuxième décennie de lutte contre la discrimination raciale, 1983-1992
- Troisième décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale, 1994-2003

Source: <http://www.un.org/WCAR/e-kit/background1.htm>

Droits en matière de reproduction en Afrique: à la recherche d'indicateurs

Arlette Gautier, démographe, CERPOS, Paris X Nanterre (France)

Depuis la Conférence du Caire de 1994, la notion de droits en matière de reproduction aurait dû être au centre des politiques de population: "Les droits en matière de reproduction peuvent être définis comme étant les droits ouvrant à toute personne l'accès à une gamme complète de services de soins de santé de la reproduction... ils comprennent également le droit de bénéficier du plus haut niveau de santé sexuelle et de la reproduction, ainsi que le droit de prendre librement des décisions en matière de reproduction, loin de toute discrimination, violence ou coercition, comme le stipulent les instruments relatifs aux droits humains". Le principe de non coercition est essentiel et général: "La liberté de décider ou non d'avoir des enfants ne doit pas être restreinte par le conjoint, le partenaire, les parents ou les pouvoirs publics".

A la recherche d'indicateurs

Il ne saurait y avoir de véritable suivi des progrès accomplis dans le domaine des droits en matière de reproduction en l'absence d'indicateurs. Certes, le FNUAP fournit quelques indicateurs relatifs à la santé de la reproduction et à l'accès aux services, mais il ne propose aucune donnée directement liée à la liberté de choisir. Plusieurs indicateurs sont en effet nécessaires pour évaluer les différents aspects ou les limites de cette liberté: niveau de la violence au sein de la famille, obéissance au mari, liberté d'accès aux services de planification familiale et avortement (dans les pays où il est autorisé).

L'indicateur proposé ici concerne les conditions préalables à la stérilisa-

tion (pour l'homme ou pour la femme), notamment la question de savoir si la santé est soumise à l'autorisation du conjoint. Ces conditions ont été testées en Afrique subsaharienne sur la base des données collectées entre 1987 et 1992 par Maldin et Ross de l'International Association for Voluntary Surgery.³

Stérilisation en Afrique

La stérilisation est très peu répandue en Afrique subsaharienne, où elle ne touche que 1 % des femmes et 0,1 % des hommes (ONU, 1997). Elle est pourtant très réglementée, comme le prouve le fait que la proportion des pays africains qui n'ont pas de politique en la matière soit tombée de 60,5 % en 1989 à 26,5 % en 1992, ce qui est révélateur de l'intérêt accru porté à cette question. La stérilisation est de plus en plus admise, comme l'atteste le fait que le nombre des pays qui l'autorisent sur simple demande est passé de six en 1989 à 18 en 1992. Elle est cependant réglementée, étant donné que cinq de ces pays exigent que la femme soit déjà mère de cinq ou six enfants, ce qui dénote à la fois une certaine prédominance de ce que l'on pourrait appeler le "devoir national de procréation" et une volonté de freiner le "libéralisme". On a également constaté des changements pour ce qui est de l'autorisation du conjoint. Le nombre de pays qui exigent l'autorisation du mari est tombé de 18 en 1987 à 16 en 1992, alors que celui des pays qui exigent l'autorisation du mari ou de la femme, selon le cas, est passé de six en 1989 à 14 en 1992.

La stérilisation en tant qu'indicateur du droit en matière de reproduction

Les pays où l'accord des deux conjoints est exigé sont considérés ici comme pratiquant la "réciprocité conjugale", tandis que ceux qui n'exigent que l'accord du mari sont considérés comme favorisant la "hiérarchie conjugale", et enfin, les pays qui n'exigent pas l'accord de l'un ou l'autre conjoint sont considérés comme encourageant "l'individualisme". Ces derniers sont nettement minoritaires (16 %), précédés de loin par les pays pratiquant la réciprocité conjugale (38 %) et les pays favorisant la hiérarchie conjugale (46 %). Dans les pays qui ont opté pour la formule de la "réciprocité conjugale", ladite réciprocité est dans une grande mesure fictive, étant donné que les conséquences de la stérilisation ne sont pas les mêmes pour l'homme et pour la femme car, d'une part la gestation se fait à l'intérieur du corps de la femme et, d'autre part, la stérilisation est beaucoup plus courante chez les femmes que chez les hommes. Il apparaît donc clairement que la discrimination déclarée a été remplacée par une discrimination "socialement neutre", qui masque l'inégalité des relations.

Enfin, l'intérêt manifesté depuis peu pour la réduction de la fécondité ne s'est pas traduit, ou si peu, par une plus grande liberté des femmes quant au contrôle de leur fécondité. L'exigence de l'autorisation du conjoint est une preuve de la légitimité institutionnelle des droits du mari sur le corps de sa femme, ce qui naturellement restreint la liberté de cette dernière. Cet aspect n'est toutefois pas souvent pris en compte

Suite page 36

¹ World population monitoring report 1996, selected aspects of reproductive rights and reproductive health, Division de la population du Secrétariat de l'ONU, New York, 180, 1998.

² État de la population mondiale, Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), le droit de choisir, New York, 1997.

³ A compendium of statistics on family planning, de Maldin, Ross, New York, Population Council, 1994.

⁴ Forum international pour l'examen et l'évaluation opérationnels de la mise en œuvre du Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement (CIPD). Le Forum a eu lieu du 8 au 12 février 1999, à La Haye, dans le cadre de l'examen quinquennal de la mise en œuvre du Programme d'action de la CIPD qui a été couronné par la tenue, du 30 juin au 2 juillet 1999, d'une session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies.

Rôle de l'élevage dans la sécurité alimentaire et la protection de l'environnement

Institut international de recherche sur l'élevage (ILRI)

La dégradation des ressources naturelles et de l'environnement est aujourd'hui réellement préoccupante. S'il ne fait pas de doute que le surpâturage a une part de responsabilité dans ce processus, les allégations relatives aux effets nocifs de l'élevage sur l'environnement sont soit exagérées, soit infondées. Les preuves empiriques ne permettent pas d'établir un lien direct entre le cheptel et la dégradation de l'environnement au niveau mondial, et ne réduisent en rien la contribution non négligeable de l'élevage à l'augmentation de la production alimentaire et des revenus des agriculteurs, à la nutrition humaine et à la pérennité des systèmes de production dans de nombreuses parties du monde.

La situation au niveau mondial

L'élevage est une source de revenus vitale pour de nombreux petits propriétaires dans les pays en développement. La production de lait et la vente d'animaux vivants et de produits d'origine animale permettent de créer des revenus et des emplois et fournissent de la nourriture. L'élevage est également très important pour la productivité (utilisation de la traction animale et transformation du fumier en engrais ou en combustible) et donc pour la production de céréales.

La demande en produits d'origine animale dans les pays en développement est appelée à augmenter sensiblement et plus rapidement que dans les pays développés en raison de la croissance de la population, de l'urbanisation et, dans certains cas, de l'augmentation des revenus. Entre 1975-1979 et 1990-1994, respectivement, la consommation de lait et de viande par habitant a augmenté de 1,4 % et 0,5 % dans les pays développés et de 2,4 % et 4,9 % en Asie. Durant la même période, la demande en lait et en viande par habitant a stagné en Amérique latine large-

ment urbanisée (0,3 % et 0,9 %), et a baissé en Afrique subsaharienne (0,2 % et 0,4 %).

De manière générale, il semble que les perspectives d'accroissement de la demande en produits d'origine animale soient prometteuses en Asie et en Afrique, étant donné que la population urbaine est encore peu nombreuse (même si elle est en augmentation), que les revenus sont appelés à augmenter et que l'élasticité de la demande pour les produits d'origine animale est relativement forte.

Élevage et environnement

La préservation ou l'amélioration de la base de ressources pour l'agriculture est une question dont on se préoccupe de plus en plus dans le monde entier. Actuellement, 5 à 10 millions d'hectares de terres agricoles sont perdus chaque année par suite de la dégradation des sols. Au niveau mondial, les pertes de productivité ont atteint 17 % au cours des 40 dernières années (1945-1990). D'autres problèmes, notamment les émissions de gaz à effet de serre, les risques sanitaires, la perte de la diversité biologique, le surpâturage et la désertification, deviennent également de plus en plus préoccupants, à mesure que la population augmente.

L'élevage est certes en partie responsable de ces problèmes, mais le rôle qu'on lui attribue est souvent exagéré ou infondé. A titre d'exemple, la dégradation des terres en Amérique centrale s'explique davantage par la spéculation foncière, les trafics dans l'attribution des titres de propriété et le détournement des mesures incitatives, que par l'augmentation du cheptel ou le rétrécissement des terres de parcours. De même, il est à présent établi que les émissions de gaz méthane par les ruminants augmentent lorsque la productivité

ILRI

INTERNATIONAL
LIVESTOCK RESEARCH
INSTITUTE

ité animale et la qualité de l'alimentation sont mauvaises, ce qui laisse supposer qu'on pourrait les réduire en améliorant l'alimentation et la productivité.

Même si les problèmes d'environnement sont réels, il ne faut pas pour autant perdre de vue les besoins de ceux pour lesquels l'élevage est l'unique moyen de subsistance. Les systèmes agricoles améliorés doivent être suffisamment souples pour évoluer et se développer, si l'on veut qu'ils continuent à répondre aux besoins changeants et aux normes de production grâce à une meilleure productivité. L'augmentation de la production et la protection de l'environnement pourraient aller de pair si les ressources étaient allouées à bon escient et convenablement gérées.

Les recherches menées par l'ILRI indiquent que le cheptel peut jouer un rôle vital dans l'élaboration de systèmes combinés de culture et d'élevage durables et écologiquement rationnels, et ce, en raison de son importance pour le cycle des nutriments. L'utilisation d'intrants d'origine animale, comme le fumier, et le recours à la traction animale constituent une solution de rechange qui permet de pratiquer une agriculture intensive tout en évitant l'exploitation des terres marginales.

Comme on peut le constater, il existe plusieurs possibilités pour briser le cercle vicieux qui découle de l'agriculture extensive, de la dégradation des sols et de la pauvreté dont souffrent les pays en développement.

L'augmentation de la production animale sous toutes ses formes et l'adoption de mesures appropriées en

Session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies sur le VIH/sida

New York, 25-27 juin 2001

Profondément préoccupée par le fait que l'épidémie du VIH/sida constitue une crise mondiale et l'un des défis les plus redoutables pour la vie humaine, la session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies sur le VIH/sida s'est engagée à veiller à ce que les ressources fournies au titre de l'action mondiale visant à combattre le VIH/sida soient substantielles, soutenues et orientées vers l'obtention de résultats.

L'Assemblée générale a adopté une Déclaration d'engagement sur le VIH/sida dans laquelle les chefs d'État et de gouvernement et représentants d'État se sont engagés à ce que les ressources atteignent, d'ici à 2005, un montant annuel de dépenses globales de 7 à 10 milliards de dollars pour la lutte contre l'épidémie dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire, ainsi que dans les pays qui connaissent ou risquent de connaître une propagation rapide du VIH/sida. L'Assemblée a également demandé que des mesures soient prises pour obtenir les ressources nécessaires, en particulier auprès des pays donateurs et par prélèvements sur les budgets nationaux, compte tenu du fait que les ressources des pays les plus touchés sont très limitées.

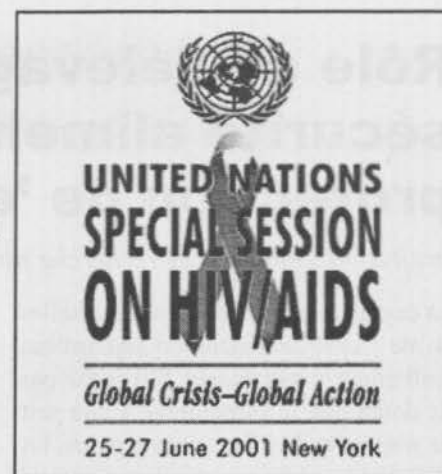
Par cette Déclaration, l'Assemblée a appuyé la création, à titre prioritaire, d'un Fonds mondial pour la lutte contre le VIH/sida et pour la santé destiné à financer une action urgente et de grande envergure visant à combattre l'épidémie, fondée sur l'approche intégrée de la prévention, des soins, du soutien et du traitement. L'Assemblée s'est également engagée à lancer, d'ici à 2002, une campagne mondiale d'appel de fonds.

Mesures au niveau national

S'agissant des mesures à prendre au niveau national, l'Assemblée s'est également engagée à concevoir et mettre

en œuvre, d'ici à 2003, des stratégies nationales multisectorielles, et à financer des plans de lutte contre le VIH/sida qui s'attaquent directement à l'épidémie, qui combattent l'opprobre, le silence et la dénégation; qui traitent des aspects de la maladie en termes de sexe et d'âge; qui éliminent la discrimination et l'exclusion; qui encouragent la formation de partenariats avec la société civile et les milieux d'affaires et la participation active des personnes atteintes du VIH/sida, des personnes appartenant à des groupes vulnérables et des personnes particulièrement exposées, notamment les femmes et les jeunes.

La Déclaration poursuit en indiquant que ces stratégies doivent, dans la mesure du possible, être financées grâce aux budgets nationaux, sans exclure d'autres sources de financement telles que la coopération internationale. Elles doivent défendre et protéger tous les droits de la personne et les libertés fondamentales, intégrer une démarche soucieuse d'égalité entre les sexes et tenir compte des risques, de la vulnérabilité, de la prévention, des soins, du traitement et de l'appui, atténuer les effets de l'épidémie



et renforcer les capacités des systèmes sanitaires, éducatifs et juridiques.

En outre, la Déclaration préconise d'intégrer, d'ici à 2003, la prévention du VIH/sida, les soins, le traitement et l'appui, et des stratégies prioritaires d'atténuation des effets de l'infection dans la planification du développement, notamment dans les stratégies d'éradication de la pauvreté, les crédits budgétaires nationaux et les plans de développement sectoriels.

Engagements

Abordant la question de la prévention, qu'elle considère comme étant le fondement de l'action de la communauté internationale, la Déclaration énonce l'engagement d'établir, d'ici à 2003, des objectifs nationaux assortis de délais pour atteindre l'objectif mondial fixé en matière de prévention, soit réduire l'incidence du VIH parmi les jeunes, hommes et femmes, âgés de 15

Contribution de Béatrice Were, représentante pour l'Afrique de l'International Community of Women Living with HIV/AIDS

En tant que mère qui vit avec le VIH depuis cinq ans, je voudrais faire part de l'expérience d'une femme dans cette situation. Nous sommes confrontées à des dilemmes qu'il s'agisse de la grossesse, de l'allaitement au sein, de l'accès au soins de santé, des droits garantis par la loi et des droits de propriété et d'héritage. Tous ces dilemmes renforcent notre vulnérabilité.

Une personne qui n'est ni appuyée, ni acceptée, peut devenir un véritable fardeau. Par contre, une personne acceptée ou appuyée peut être un atout. Nous pensons que les femmes séropositives peuvent se prendre en charge elles-mêmes, à condition d'être écoutées pour qu'elles puissent expliquer leur condition. Ces négociations ne concernent pas seulement les statistiques. Durant vos délibérations, n'oubliez pas que vous parlez de la vie de millions de femmes qui luttent contre le virus. C'est cette réalité que je suis venue vous exposer aujourd'hui. Nous sollicitons votre appui et vous demandons d'intégrer ces femmes atteintes par le sida à tous les niveaux de ce combat.

à 24 ans, de 25 % d'ici à 2005 dans les pays les plus touchés, et de 25 % à l'échelle mondiale d'ici à 2010.

En ce qui concerne la question des soins, de l'appui et du traitement, l'engagement a été pris d'assurer progressivement et de manière durable le niveau de traitement du VIH/sida le plus élevé possible. Un appel a également été lancé pour une coopération constructive pour le renforcement des politiques et pratiques dans le domaine pharmaceutique, y compris celles applicables aux médicaments génériques et aux régimes de propriété industrielle, afin de promouvoir l'innovation et le développement d'industries locales conformes au droit international.

Un engagement a été également pris d'améliorer l'efficacité des systèmes de distribution, des plans de financement et des mécanismes d'orientation nécessaires pour assurer l'accès à des traitements abordables, y compris aux médicaments antirétrovi-

Extrait de l'allocution de clôture de M. Harri Holkeri, Président de l'Assemblée générale

La beauté et l'importance de la Déclaration résident dans son approche pragmatique et directe et dans l'engagement mondial à redoubler d'efforts dans tous les domaines essentiels. Elle servira d'instrument pour l'élaboration de stratégies ciblées pour freiner l'épidémie. La Déclaration est un appel pour susciter un engagement à tous les niveaux, et un cadre pour la mise en place de larges partenariats et la formulation de stratégies impliquant la participation des collectivités, des jeunes et des personnes vivant avec le sida pour contrecarrer l'épidémie.

raux, aux diagnostics et aux technologies connexes, ainsi qu'à des soins médicaux, palliatifs et psychosociaux.

Aux termes de la Déclaration, l'Assemblée s'est également engagée à appliquer, d'ici à 2005, des mesures afin d'aider les femmes et les adolescentes à mieux se protéger contre le risque d'infection à VIH, en premier lieu par la prestation de services de santé, notamment dans le domaine de l'hygiène sexuelle et de la santé en matière de procréation, et par le biais d'une éduca-

tion préventive encourageant l'égalité entre les sexes, dans un cadre tenant compte des particularités culturelles et des sexospécificités.

Extrait du communiqué de presse GA/9888 du 27 juin 2001.

Pour plus de détails sur la session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies sur le VIH/sida, tenue du 25 au 27 juin 2001 à New York, consulter le site Web <http://www.un.org/ga/aids/conference.html>

Suite de la page 5

camerounais. La réunion se tiendra en janvier 2002 à Yaoundé (Cameroun) et sera placée sous le thème suivant: "Transition démographique en Afrique: accélérer la baisse de la fécondité comme le préconisent la DND et la CIPD". La réunion verra la participation d'experts et de représentants d'institutions de différents pays chargés des politiques et programmes en matière de population et de développement, notamment de la mise en œuvre au niveau national de la DND et du Programme d'action de la CIPD.

La quatrième réunion du Comité de suivi devrait accorder une attention particulière aux questions et aux recommandations issues du processus d'examen CIPD+5, en vue de formuler des directives et des propositions relatives au suivi et à l'évaluation de la mise en

œuvre du Programme d'action de la CIPD dans toute l'Afrique. La réunion aura également à trancher la question de la pertinence de la Déclaration de Dakar/Ngor durant la prochaine décennie. En effet, cette Déclaration, qui a été adoptée en 1992 à la troisième Conférence africaine sur la population a été conçue comme une contribution de l'Afrique à la CIPD. Celle-ci a effectivement pris en compte les préoccupations du continent en matière de population et de développement dans le Programme d'action qu'elle a adopté en 1994 au Caire. Mais ce programme a défini les objectifs démographiques et sociaux sur une plus grande période que ceux de la DND, et les principales mesures pour la mise en œuvre du Programme d'action viennent juste d'être prises. Par conséquent, toute future référence à la DDN

Suite de la page 12

l'Égypte, le Ghana, le Kenya, le Maroc, l'Ouganda, le Sénégal et la Tunisie sont les seuls pays où le taux de mortalité des enfants de moins de cinq ans a sensiblement baissé (voir tableau), alors que dans d'autres pays il n'a guère évolué, et qu'au Nigéria il a augmenté. Cela étant, il faut noter que la plupart des pays qui affichent une diminution sensible de la mortalité infantile enregistrent également une baisse substantielle de la fécondité.

Baisse de la fécondité: des progrès restent à faire

S'il est vrai que la fécondité n'a pas baissé de manière significative dans tous les pays, l'examen d'ensemble a montré que la tendance a été nettement amorcée dans plusieurs pays d'Afrique. Stimulée par le changement d'attitude en faveur de familles moins nombreuses, la

baisse de la fécondité s'explique aussi par l'usage de plus en plus répandu des contraceptifs, le recul de l'âge au mariage et l'amélioration du taux de scolarisation des filles. Des progrès restent cependant à faire car les taux de fécondité demeurent relativement élevés, et le recul de l'âge au mariage, l'amélioration du niveau d'instruction des femmes et l'usage de la contraception doivent être fortement encouragés. L'option en faveur de familles moins nombreuses, le renforcement de l'accès aux services de santé de la reproduction, l'amélioration du niveau d'éducation des femmes et l'inversion de la tendance au mariage précoce pourraient favoriser une nouvelle baisse de la fécondité, non seulement dans les pays qui accusent un retard à cet égard, mais aussi dans ceux où la fécondité a considérablement baissé.

Suite de la page 32

dans l'analyse de l'accès aux différents moyens de contrôle des naissances.

Au Forum de La Haye⁴, certains pays ont annoncé qu'ils avaient amendé leur législation pour prendre en compte les principes de la Conférence du Caire. Malheureusement, l'évaluation de la mise en œuvre du Programme d'action de la CIPD n'a pas permis de collecter des indicateurs relatifs aux droits en matière de reproduction. A l'occasion des enquêtes sur l'analyse de la politique démographique, il est tout à fait possible de s'enquérir des indicateurs relatifs à la représentation et aux pratiques liées à l'autonomie des femmes en matière de reproduction, aux conditions imposées pour la stérilisation ainsi qu'aux autres pratiques dans le domaine de l'hygiène sexuelle et de la santé de la reproduction.

Suite de la page 32

matière de recherche et d'orientation peuvent contribuer à la conception de systèmes d'exploitation agricole durables et à l'amélioration de la nutrition humaine et des revenus. La croissance économique et l'amélioration des niveaux de vie devraient favoriser la remise en état et la protection de l'environnement.

Pour plus de détails sur cette question, voir: The role of livestock in food security and environmental protection, de S. Ehui, H. Li Pun, V. Mares et B. Shapiro, 1998, Outlook on agriculture 27 (2): 81-87

Source: International Livestock Research Institute (ILRI), B.P 30709, Nairobi, Kenya, télécopie: 254-2-631499.

ILRI-Kenya@cgiar.org, ou B.P 5689, Addis-Abeba, télécopie: 252-1-61 18 92, ILRI-Ethiopia@cgiar.org Ethiopia, <http://www.cgiar.org/ilri/ilri.cfm>

Suite de la page 27

ont été conçus pour l'Éthiopie, montrent clairement qu'aucun des deux premiers scénarios ne peut briser le cercle vicieux et que seuls des efforts concertés dans les différents secteurs pourraient inverser le processus. Des efforts soutenus pour intensifier la production agricole, améliorer l'éducation ou réduire la fécondité pourraient permettre d'améliorer la situation à court terme, mais la proportion de la population en situation d'insécurité alimentaire tendra à augmenter de nouveau après 20 ou 30 ans. Autrement dit, la solution au problème de la sécurité alimentaire en Éthiopie ne peut provenir d'un seul secteur. L'éventail des politiques nécessaires pour résoudre le problème de la

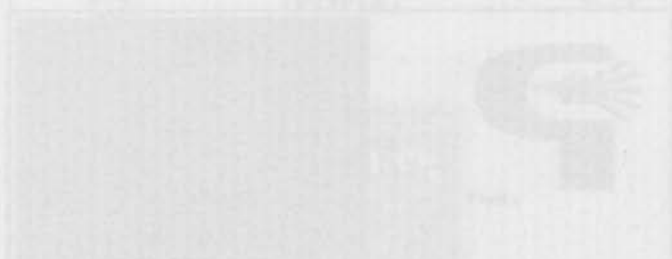
sécurité alimentaire peut être modifié pour inclure également la migration, le développement de l'industrialisation et l'augmentation des importations de produits alimentaires, mais la leçon essentielle à tirer des résultats des projections, c'est que les interventions en direction d'un seul secteur ne sont guère viables à long terme, même si leurs effets peuvent être effectivement positifs à court terme.

L'histoire récente de l'Éthiopie a été marquée par une succession de troubles et de famines. Son avenir, s'il est différent, dépendra dans une grande mesure d'une gestion rationnelle de la synergie entre la population, l'environnement et l'agriculture. Quand on sait que la majorité de la population est déjà à la limite de la survie, on se rend compte de l'ampleur des défis. Si l'on veut briser le

cercle vicieux né de la croissance rapide de la population, de la dégradation de l'environnement et de la diminution de la production agricole, il faut déployer d'urgence des efforts concertés dans les différents secteurs de la société et de l'économie en plus des secteurs qui sont directement liés à l'agriculture.

Conscient des enjeux, le Gouvernement éthiopien a élaboré des politiques et mis en place de nouvelles institutions pour prendre en charge les problèmes de développement. Dix ans après, il est temps d'évaluer ces politiques et de leur apporter les correctifs nécessaires, le cas échéant.

Le présent article est inspiré d'un document présenté à la XIV^{ème} Conférence générale de l'Union internationale pour l'étude scientifique de la population (UIESP), tenue du 18 au 24 août 2001 à Salvador, (Brésil) (voir note 1). Pour de plus amples infor-



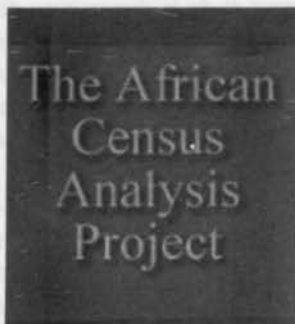
Le présent article est inspiré d'un document présenté à la XIV^{ème} Conférence générale de l'Union internationale pour l'étude scientifique de la population (UIESP), tenue du 18 au 24 août 2001 à Salvador, (Brésil) (voir note 1). Pour de plus amples informations, voir le site internet de l'UIESP : <http://www.uiesp.org>

Le présent article est inspiré d'un document présenté à la XIV^{ème} Conférence générale de l'Union internationale pour l'étude scientifique de la population (UIESP), tenue du 18 au 24 août 2001 à Salvador, (Brésil) (voir note 1). Pour de plus amples informations, voir le site internet de l'UIESP : <http://www.uiesp.org>

Le présent article est inspiré d'un document présenté à la XIV^{ème} Conférence générale de l'Union internationale pour l'étude scientifique de la population (UIESP), tenue du 18 au 24 août 2001 à Salvador, (Brésil) (voir note 1). Pour de plus amples informations, voir le site internet de l'UIESP : <http://www.uiesp.org>

Le présent article est inspiré d'un document présenté à la XIV^{ème} Conférence générale de l'Union internationale pour l'étude scientifique de la population (UIESP), tenue du 18 au 24 août 2001 à Salvador, (Brésil) (voir note 1). Pour de plus amples informations, voir le site internet de l'UIESP : <http://www.uiesp.org>

The African Census Analysis Project



<http://www.acap.upenn.edu/>

Faisant suite à une initiative commune de l'Université de Pennsylvanie et d'institutions africaines spécialisées dans la recherche et la formation en démographie, l'African Census Analysis Project (ACAP) vise à optimiser l'utilisation des données sur microfilms des recensements africains pour la recherche universitaire et la recherche appliquée au profit des gouvernements africains et des chercheurs qui s'intéressent à l'Afrique. Jusqu'à une date récente, les recensements africains étaient sous exploités. La plupart des données sur microfilms produites avant et pendant les années 60 se sont détériorées en raison d'un mauvais archivage. Toutefois, les recensements disponibles fournissent la matière de base pour l'analyse des tendances démographiques dans plusieurs domaines clés comme la croissance de la population, la mortalité, l'urbanisation et la migration, pour la formation des nouveaux chercheurs et les applications administratives locales. Les données des recensements permettent aux utilisateurs d'étudier les processus démographiques au niveau administratif local et d'examiner les composantes spatiales de ces processus. L'ACAP poursuit trois objectifs précis: archivage des données des recensements africains, collaboration avec les chercheurs africains et renforcement des capacités de l'Afrique dans le domaine de la démographie. A ce jour, l'ACAP a archivé 38 recensements de 16 pays africains. Afin de renforcer la recherche démographique en Afrique, l'ACAP a entrepris la mise au point du Pan-African Census Explorer (PACE), un moteur d'analyse doté d'un logiciel convivial qui permet aux chercheurs et aux responsables africains chargés des recensements, d'analyser facilement les données. Le premier prototype a déjà été réalisé.

Demographic Research: revue en ligne publiée par le Max Planck Institute for Demographic Research



mois. La recherche démographique a pour but de:

Demographic Research est une revue en ligne gratuite des sciences de la population publiée par le Max Planck Institute for Demographic Research (<http://www.demogr.mpg.de>) de Rostok (Allemagne). La revue a lancé un système d'examen rapide. Les articles proposés sont généralement publiés dans un délai d'un

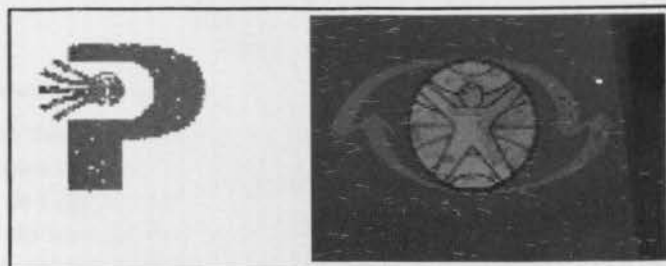
- Publier les recherches démographiques de haut niveau et

les matériaux connexes relatifs à toutes les disciplines liées à la démographie, notamment les sciences sociales, les sciences de la vie, les mathématiques et les statistiques, la recherche en matière de politiques et la recherche sur la discipline elle-même;

- Exploiter les potentialités de l'Internet. Les communications entre le personnel de la revue et les auteurs, les analystes et les lecteurs se font par le biais du courrier électronique. Les articles peuvent comporter des bases de données, des programmes informatiques et d'autres matériaux d'appui ainsi que des liens hypertextes avec d'autres sites Internet; et
- Encourager la création d'une communauté internationale de personnes concernées par la recherche démographique, notamment les chercheurs, les enseignants, les étudiants, les producteurs de données et les utilisateurs des connaissances démographiques aux niveaux des gouvernements, des organisations non gouvernementales et du secteur privé.

Demographic Research est disponible sur le site Web:
<http://www.demographic-research.org>.

The Population - Environment Research Network



C'est un projet de l'Union internationale pour l'étude scientifique de la population (UIESP) (<http://www.iussp.org>) et de l'International Human Environmental Change (<http://www.Uni-bonn.de/ihdp/>), destiné à faciliter l'analyse et le dialogue scientifiques dans le domaine des relations entre la population et l'environnement.

Le Population Environment Research Network œuvre à faire progresser la recherche universitaire sur la population et l'environnement en favorisant les échanges scientifiques en ligne entre les chercheurs en sciences sociales et naturelles du monde entier. Il propose également une base de données en ligne comprenant des documents de travail, des bibliographies, des descriptions de projets et des analyses de recherches sur la dynamique population-environnement, un cycle de séminaires en ligne qui permettent des échanges d'idées sur certains documents de recherche sur les questions d'actualité en matière de population et d'environnement, ainsi qu'une page sur l'actualité qui contient des informations sur les nouveaux matériaux et les manifestations et événements à venir.

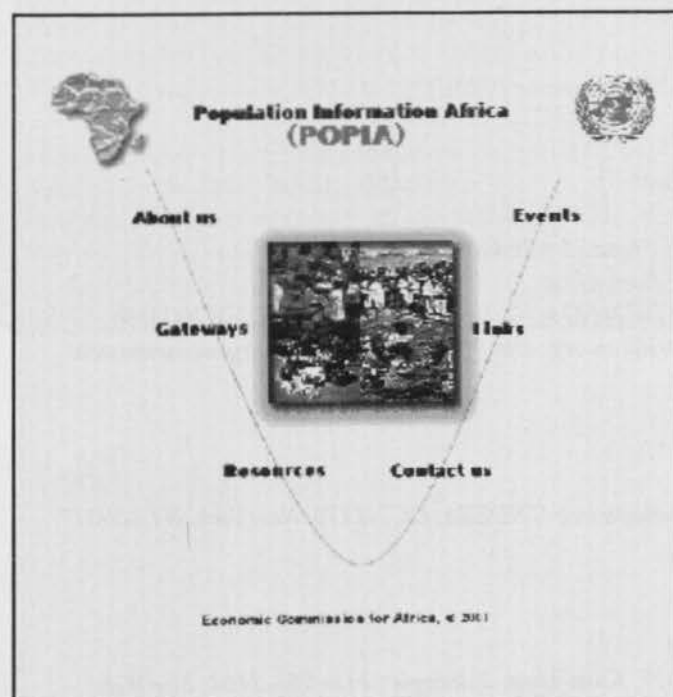
Le Population Environment Research Network est une

source d'information en ligne gratuite sur les recherches universitaires dans les domaines de la population et de l'environnement qui sont menées dans le monde entier. Il ambitionne de stimuler les échanges des méthodologies et approches pour la recherche sur la population et l'environnement par le biais d'une base de données actualisée et interactive rassemblant la documentation disponible, ainsi que des séminaires en ligne sur les sujets de recherche actuels. Le public ciblé se compose des institutions de recherche et de chercheurs du monde entier, des étudiants dans des disciplines comme la démographie, la géographie, l'anthropologie, l'histoire, la science politique, l'écologie, la biologie, les études sur l'environnement, ainsi que de toutes les personnes intéressées par la recherche dans les domaines de la population et de l'environnement ou qui y participent activement.

Adresse électronique:

<http://www.populationenvironmentresearch.org/>

Population Information Africa (POPIA)



Dans le dernier numéro du Bulletin de la population et du développement de l'Afrique, nous avons présenté le Population Information Network (POPIN) - Africa, qui a été lancé sur le Web en 1999 par la Division de la sécurité alimentaire et du développement durable (DSADD) de la CEA dans le cadre de ses activités de sensibilisation et d'échange d'informations sur les questions de population et de santé de la reproduction en Afrique. Transformé avec l'aide de l'Équipe de communication de la CEA, le site est devenu plus convivial et plus riche et a été rebaptisé Population Information Africa (POPIA). On peut le consulter sur le site ci-après: <http://www.uneca.org/popia>.

Conférences, réunions et ateliers organisés par la Commission économique pour l'Afrique (CEA)

Pour plus de détails, contactez la CEA, B.P 3001, Addis-Abeba (Ethiopie)

Tél. : 251-1 517200 ; télécopie: 251-1 510350; adresse électronique: ecainfo@un.org ; site Web: <http://www.un.org/Depts/ecal>

Troisième Forum pour le développement de l'Afrique (ADF III): "Définir les priorités de l'intégration régionale"
3-8 mars 2002, Addis-Abeba (Ethiopie)

Troisième réunion du Comité des ressources naturelles et sciences et technologie
Mars (dates à déterminer), Alger (Algérie)

Conférence jointe des ministres africains des finances et des ministres responsables de la planification économique et sociale
Avril (dates et lieu à déterminer)

Réunion sur les accords en agriculture de l'Organisation mondiale du commerce (OMC),
23-25 Juin, Addis-Abeba (Ethiopie)

Événements organisés par d'autres institutions ou organisations

26ème session du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes

14 janvier - 1er février 2002, Secrétariat de l'ONU, New York, NY, États-Unis

Pour plus de détails, contactez: Women's Rights Unit, DAW, Room DC2-1226, Nations Unies, New York, NY 100017, États-Unis. Télécopie: 212-963-3463; adresse électronique: connors@un.org; site Web: <http://www.un.org/womenwatch/daw/cedaw/committ>

40ème session de la Commission du développement social

12-21 février 2002, New York, NY (États-Unis)

Pour plus de détails, contactez: Division for Social Policy and Development, UNDESA, DC2-1370, New York, NY 100017, États-Unis. Site Web: <http://www.un.org/esa/socdev/csd/2002.htm>

46ème session de la Commission de la condition de la femme

4-15 mars 2002, Secrétariat de l'ONU, New York, NY (États-Unis)

Pour plus de détails, contactez: DAW, DC2, UN, New York, NY 10017, États-Unis. Télécopie: 212-963-3463; Site Web: <http://www.un.orgwomenwatch/daw/csw/>

Conférence internationale sur le financement du développement

18-22 mars 2002, Monterrey (Mexique)

Site Web: <http://www.un.org/esa/ffde>

Deuxième Assemblée mondiale sur le vieillissement 2002

8-12 avril 2002, Madrid (Espagne)

Pour plus de détails, contactez: Division for Social Policy and Development, UNDESA, DC2-1370, New York, NY 100017 (États-Unis). Site Web: <http://www.un.org/esa/socdev/ageing/waa/index.html>

4th UNEP International Children's Conference on the Environment**22-24 mai 2002, Victoria (Canada)***Pour plus de détails, contactez: Theodore Oben. Tél. : 254-2 62 3262; télécopie: 254-2 62 3927; adresse électronique: theodore.oben@unep.org***Conférence régionale de l'UIESP sur la Population de 2002***Pour plus de détails, contactez: College of Population Studies, Visid Prachuabmoh Building, Chulalongkorn University, Bangkok 10330, Thailand. Cable: POPCHULA Bangkok; Telex 20217 UNICHULA, tél. : 662-2187340, 2187342; télécopie: 662-2551469; adresse électronique: cpschula@chula.ac.th Site Web: <http://www.chula.ac.th/college/cps/IUSSP-2002/IUSSP-2002.html>***Sommet mondial pour le développement social (appelé également Rio+10)****2-11 septembre 2002, Johannesburg, (Afrique du Sud)***Pour plus de détails, contactez: Andrei Vasilyev, UN DESA-DSD. Tél.: 1-212-963-3170; télécopie: 1-212-963-4260; adresse électronique: dsd@un.org**Ou Bakary Kante. Tél. : 254-2 623835/4065; télécopie: 254-2 624324; adresse électronique: bakary.kante@unep.org; site Web: <http://www.johannesbourgsummit.org/index.html>***Conférence ministérielle sur le vieillissement organisée par la Commission Economique pour l'Europe (CEE)****11-13 septembre 2002, Berlin (Allemagne)***Pour plus de détails, contactez: Dr. Stefan Pohlmann, Director Liaison Office Ageing German Center of Gerontology (Deutsches Zentrum für Altersfragen, DZA) Friedrichstr. 45, D-53111 Bonn, Allemagne; adresse électronique: Weltaltenplan@t-online.de; site Web: <http://www.mica2002.det>***12ème Réunion de la Conférence des parties au CITES****4-16 novembre 2002, Santiago (Chili)***Pour plus de détails, contactez: CITES Secrétariat. Tél. : 41-22 9178139; télécopie: 41-22 797 3417; adresse électronique: cites@unep.ch*

Rapport mondial sur le développement humain 2001: mettre les nouvelles technologies au service du développement humain

PNUD, New York, 2001

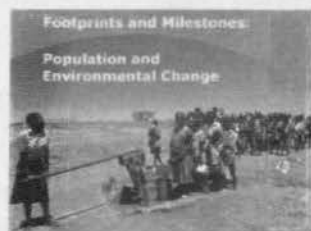


Les nouvelles technologies sont porteuses de promesses pour la prise en charge des besoins les plus pressants en matière de développement humain. Vaccins contre le VIH et le paludisme, semences résistantes à la sécheresse pour les pays d'Afrique subsaharienne, sources d'énergie durables pour les deux milliards de personnes privées d'électricité, et accès aux techniques

de l'information pour ceux qui sont marginalisés par le fossé numérique, le Rapport mondial sur le développement humain 2001 analyse les tendances aussi changeantes que complexes de la manière dont la technologie est conçue, créée et exploitée, et propose des idées nouvelles et audacieuses pour faire en sorte que les besoins de la population pauvre de la planète ne soient pas ignorés. Outre six chapitres largement consacrés aux transformations technologiques, aux risques que comporte leur gestion, aux stratégies nationales et aux initiatives prises à l'échelle mondiale, le rapport présente et actualise les indicateurs du développement humain universellement reconnus qui comparent les niveaux de développement humain de la plupart des pays du monde.

La version papier du rapport est disponible à la vente en anglais et dans neuf autres langues. On trouvera les modalités d'achat sur le site Web: <http://www.undp.org/hdr/2001/order.html>. Les versions électroniques en anglais, français et espagnol peuvent être téléchargées à partir du site Web: <http://www.undp.org/hdr/2001/>. Pour de plus amples informations, contacter le bureau du PNUD le plus proche ou le siège de l'Organisation à l'adresse ci-après: UNDP, 1 UN Plaza, New York, N.Y 10017, États-Unis.

État de la population mondiale 2001



Comment pourrions-nous assurer le bien-être d'une population humaine en croissante tout en protégeant la nature? La mise en œuvre, avec un financement approprié, de mesures convenues au niveau international pour

atténuer la pauvreté, émanciper les femmes et promouvoir le développement social constituent des actions essentielles, affirme le Rapport du Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) intitulé "État de la population mondiale 2001".

Mettant en relief les effets de la croissance de la popula-

tion sur l'environnement - destruction des habitats naturels, espèces menacées, dégradation des sols, pollution de l'air et de l'eau et fonte des calottes glaciaires par suite de réchauffement de la planète - le rapport estime que la population mondiale atteindra 9,3 milliards d'ici à 2050, et que la croissance démographique sera essentiellement le fait des pays les plus pauvres. À mesure qu'une population de plus en plus nombreuse exploite davantage de ressources de manière plus intensive, et que le nombre croissant de pauvres exercera une pression plus forte sur une base de ressources fragile, le développement durable sera menacé. Le rôle crucial des femmes dans la sécurité alimentaire de la famille et la reproduction, et leur émancipation grâce à une meilleure éducation, sont également mis en valeur. Après analyse des problèmes essentiels qui risquent de s'aggraver dans un avenir proche en raison de la pression démographique - insécurité alimentaire, pénuries d'eau, pollution de l'air, déforestation, etc, le rapport note que les accords mondiaux conclus récemment ("véritables repères" sur la voie du développement durable) laissent entrevoir des solutions. La Conférence internationale sur la population et le développement (CIPD) de 1994 a établi une relation entre la protection de l'environnement d'une part, et le libre arbitre de tout un chacun, l'égalité entre les sexes et le droit à la santé de la reproduction, de l'autre. La mise en œuvre des recommandations de la CIPD en vue du développement contribuera à vaincre la pauvreté et à protéger l'environnement. La conférence d'examen de l'accord du Sommet Planète Terre de 1992 (Rio+10), qui se tiendra l'année prochaine, sera l'occasion d'intégrer les priorités sociales de la CIPD et des autres conférences des années 90, notamment l'éducation pour tous et l'accès universel aux soins de santé en matière de reproduction, à la planification familiale et aux initiatives en faveur du développement durable.

Contact: Fonds des Nations Unies pour la Population, 220 East 42nd Street, New York, NY 1007, États-Unis; télécopie: 1-212-557 6416 ; adresse électronique: joaquin@unfpa.org. Le rapport sera publié en anglais, français, espagnol, arabe et russe. Les versions électroniques seront également disponibles dans toutes les langues sur le site Web du FNUAP: <http://www.unfpa.org/swp/swpmain.htm>

La situation des enfants dans le monde 2001: la petite enfance

UNICEF, New York, 2001



Les événements des trois premières années de la vie d'un enfant déterminent le reste de son enfance et son adolescence. Cette période décisive n'est généralement pas prise en compte dans les politiques, programmes et budgets des différents pays. S'inspirant de rapports provenant du monde entier, cette publication décrit en détail la vie

quotidienne des parents et autres soignants qui luttent, dans un contexte marqué par la guerre, la pauvreté et l'épidémie du VIH/sida, pour protéger les droits et satisfaire les besoins de ces jeunes enfants. On y trouvera également des fiches descriptives, des cartes et des données statistiques concernant 193 pays.

Le rapport est disponible en anglais, français et espagnol. Pour toute demande d'information ou pour faire part de vos suggestions et observations, contacter: netmaster@unicef.org. Pour obtenir des exemplaires papier des publications de l'UNICEF, prendre contact avec le bureau le plus proche. Les renseignements relatifs aux commandes ainsi que les formulaires sont disponibles sur le site Web des publications des Nations Unies: <http://www.un.org/Pubs/unicef/e01swc.htm>. La publication est accessible intégralement sur le site Web de l'UNICEF: <http://www.unicef.org/sowc01/>

LE PROGRÈS DES FEMMES À TRAVERS LE MONDE 2000

UNIFEM, New York, 2000



À l'occasion de la session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies du 5 juin 2000 sur le thème "Beijing + 5", le Fonds des Nations Unies pour la promotion de la femme (UNIFEM) a lancé un nouveau rapport biennal intitulé "Progrès des femmes du monde 2000". Ce nouveau rapport économique analyse la condition de la femme dans le contexte de la mondialisation, du milieu

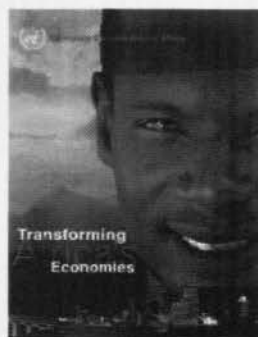
des années 80 jusqu'à la fin des années 90. Il montre que seuls neuf pays ont atteint les objectifs mondiaux relatifs à l'égalité entre les sexes dans l'enseignement secondaire et à l'octroi d'au moins 30 % des sièges parlementaires aux femmes. Il examine également les progrès accomplis par les femmes dans le monde entre le milieu des années 80 et la fin des années 90. Il met l'accent sur les dimensions économiques de l'égalité entre les sexes et sur l'autonomisation des femmes dans le contexte de la mondialisation. Il évalue les progrès enregistrés à l'aide d'une

série d'indicateurs, et examine la question de la responsabilité, notamment celles des pouvoirs publics, pour ce qui concerne les effets de leurs politiques et programmes, en particulier les budgets nationaux, ainsi que celle des entreprises pour les effets sociaux de leurs activités. Enfin, il explore les moyens qui permettraient de faire en sorte que la mondialisation favorise le progrès des femmes pauvres.

Contact: United Nation Development Fund for Women, 304 East 45th Street 15th floor, New York, NY 10017, États-Unis. Tél. : 1 212 906-6400; télécopie: 212/906-6705. Le rapport est disponible en anglais, français et espagnol en format pdf sur le site Web: <http://www.undp.org.unifem/progressww/2000/index.html>

Transformer les économies africaines: rapport économique de 2001 de la Commission économique pour l'Afrique

CEA, Addis-Abeba, 2001



L'Afrique a accompli des progrès économiques impressionnants dans les années 90. Durant la seconde moitié de la décennie, la croissance du PIB en termes réels a atteint 4 % par an en moyenne, et plusieurs pays ont enregistré une croissance à deux chiffres. L'investissement local et étranger bénéficie d'un climat plus favorable, les marchés des capitaux se sont élargis, la demande pour les

produits manufacturés africains a augmenté en Europe et aux États-Unis et la valeur des exportations a été presque multipliée par deux. En dépit de près d'une décennie de réformes dans nombre de pays africains, la croissance économique demeure fragile et peu de progrès ont été enregistrés dans la lutte contre la pauvreté absolue. C'est ainsi que commence le rapport sur l'économie de l'Afrique établi en 2001 par la CEA, qui souligne que, si les tendances actuelles venaient à se confirmer, l'Afrique n'atteindra pas l'objectif consistant à réduire de moitié la pauvreté d'ici à 2015. Compte tenu de cet état de fait, le rapport propose un nouveau programme pour le développement de l'Afrique afin de stimuler la croissance et d'atténuer la pauvreté grâce à une transformation structurelle des économies africaines.

Pour plus de détails sur la question, contacter: Publications, Commission économique pour l'Afrique, B.P. 3001, Addis-Abeba, Éthiopie. Tél.: 251-1 443168; télécopie: 251-1 510365; adresse électronique: ecainfo@uneca.org. La version électronique est accessible sur le site Web: <http://www.uneca.org/eca-resources/Publications/books/transforming-africas-economies/index.htm>